

# CONVERGENCES



agence régionale  
de la Formation  
tout au long de la vie  
Poitou-Charentes

La publication de l'Observatoire Régional Emploi Formation

N° 73 - Décembre 2017

OREF POITOU-CHARENTES

## Les services aux entreprises en Nouvelle-Aquitaine

avant propos

Selon la Direction générale des Entreprises (DGE), le terme « service aux entreprises » est utilisé pour définir une gamme d'activités qui concernent, dans la plupart des cas, la fourniture de services par une entreprise à d'autres entreprises. Les services aux entreprises se scindent en deux avec les services de conseil et d'assistance et les services opérationnels aux entreprises. La DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine a demandé à l'ARFTLV de lui fournir des informations sur ces activités lorsqu'elles se réalisent dans une relation d'entreprise à entreprise (B to B). Les services de la DIRECCTE Nouvelle-Aquitaine et de la DGE ont précisé le contour de cette filière économique. Ils ont ainsi listé un ensemble de 72 codes NAF et les ont répartis en douze domaines.

Ce document présente les principaux indicateurs et informations par domaines, voire par sous domaines. Il a donc une visée essentiellement descriptive. Il couvre dix de ces douze domaines. En effet, les domaines du Numérique fait l'objet d'une étude conduite avec l'INSEE et le secteur de la formation professionnelle fait partie des secteurs couverts par un Contrat d'objectif, l'ARFTLV ayant en charge d'en élaborer un tableau de bord.

*Outil mis à la disposition du partenariat, cette publication est construite afin de faciliter la réalisation d'un diagnostic partagé. C'est une amorce du travail que les acteurs locaux peuvent engager en confrontant les analyses statistiques proposées aux réalités locales. Ce travail complémentaire viendra enrichir les analyses, parfois les corriger, et surtout les mettre en perspective.*

*Ce document est téléchargeable depuis le site de l'ARFTLV ([www.arftlv.org](http://www.arftlv.org)). Toute utilisation des informations doit porter la mention suivante « Extrait de Convergences, la publication de l'ARFTLV » et doit citer les sources des données.*

*Nos dernières publications :*

- Convergences n° 72 : Cahier du COT « BTP »
- Convergences n° 71 : L'accueil de la petite enfance en Nouvelle-Aquitaine
- Convergences n° 70 : Portrait du secteur de la formation continue en Poitou et Charentes



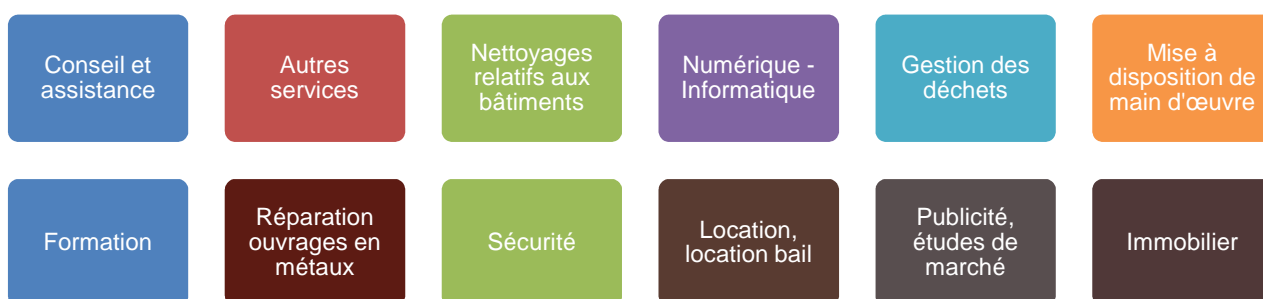


# Sommaire

Un tableau de bord des services aux entreprises en Nouvelle-Aquitaine	3
Les domaines d'activités des SAE	3
L'emploi salarié en Nouvelle-Aquitaine	4
Les entreprises	7
Les établissements	8
Représentation socioprofessionnelle des secteurs	10
Les besoins en main d'œuvre	10
Les services aux entreprises en Nouvelle-Aquitaine	12
Les établissements au 31 décembre 2014	13
Les salariés au 31 décembre 2014	14
Une structure économique très hétérogène	15
Le conseil et assistance	16
Le gardiennage - nettoyage	24
Gestion des déchets	31
Immobilier - Intérim	37
Formation	42
Location – location-bail	43
Publicité – Etudes de marché	47
Activités des agences de publicité	49
Études de marché et sondages	50
Réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements	51
Autres services	54

## Un tableau de bord des services aux entreprises en Nouvelle-Aquitaine

### Les domaines d'activités des SAE



#### Remarques

Les domaines Conseil et assistance et Autres services regroupent un ensemble d'activités peu homogènes entre elles. Le domaine du « Conseil et assistance » regroupe le secteur des « Activités juridiques et Comptables », du « Contrôle technique automobile » ou encore de la « Traduction et interprétation ». Sept autres codes NAF complètent cette première liste.

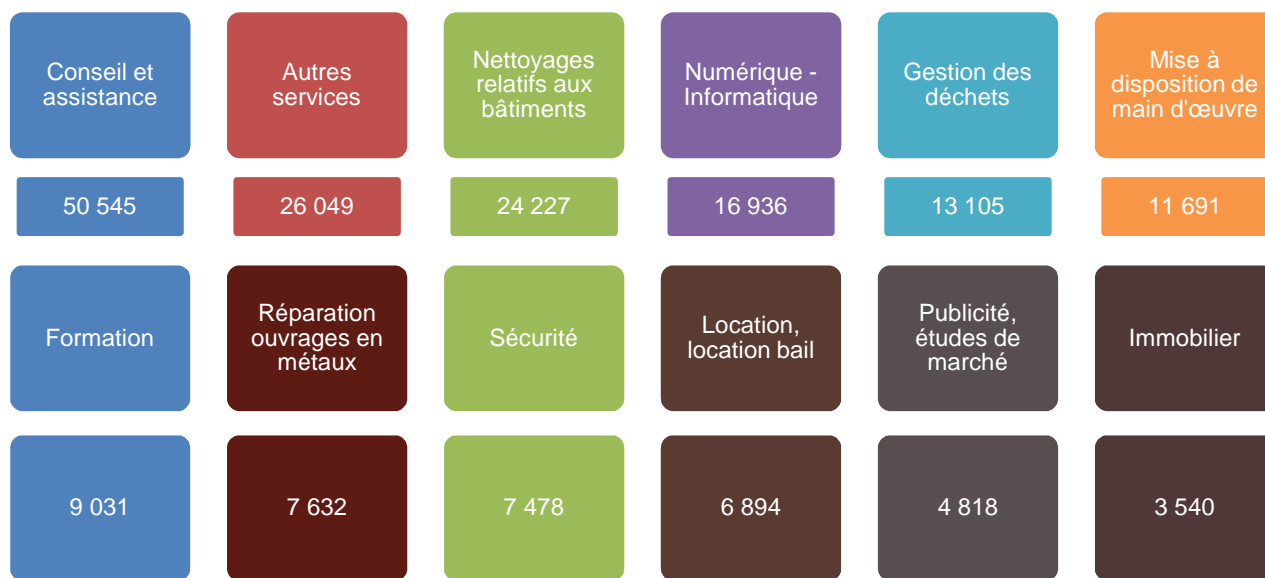
Quant au domaine des « Autres services », il comprend notamment le « Services d'aménagement paysager », les « Activités des centres d'appel », ceux du « Service de photocopie, préparation de documents et autres activités de soutien de bureau » et cinq autres codes NAF.

Convergences n° 73 – Décembre 2017

## L'emploi salarié en Nouvelle-Aquitaine

Source: Insee, CLAP 2014

**181 946 salariés : 10 % de l'emploi régional**

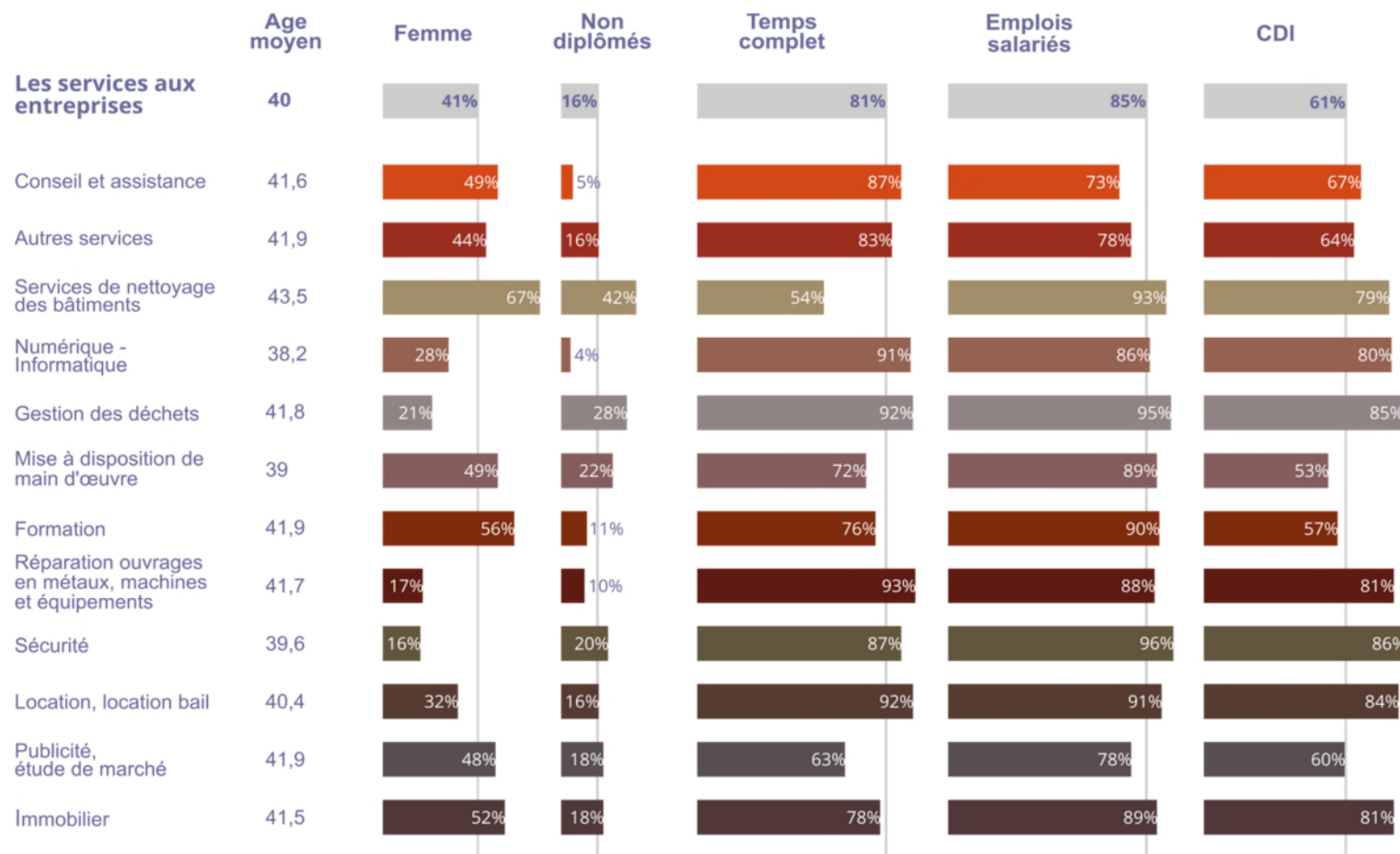


### Répartition de l'emploi salarié par département



Convergences n° 73 – Décembre 2017

Caractéristique de l'emploi

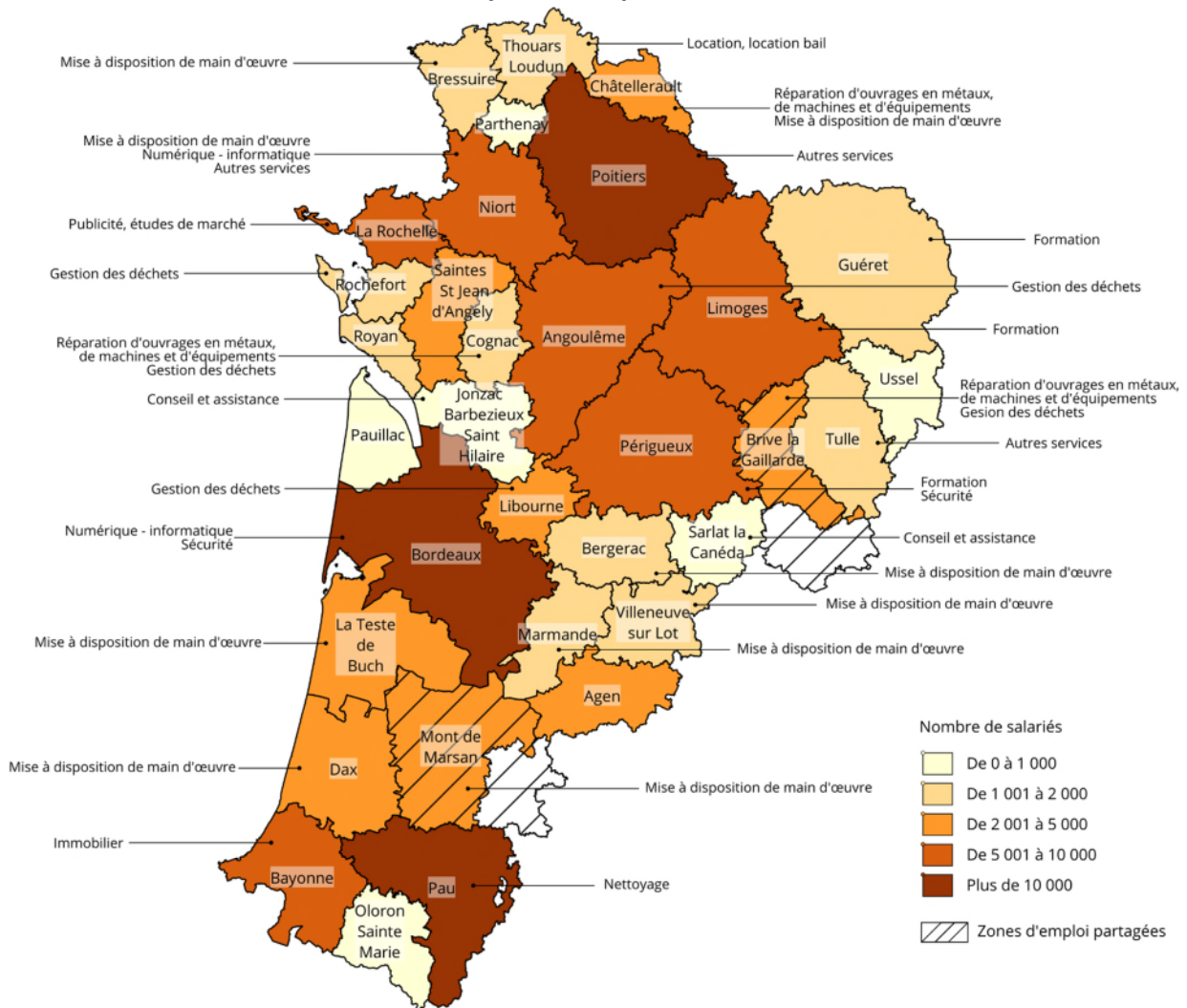


**Note de lecture :**

Le tableau ci-dessus se lit à la fois par ligne lorsqu'on veut connaître les principales caractéristiques d'un domaine et en vertical si on veut comparer les domaines entre eux ou à la moyenne régionale.

Spécificité sectorielle de l'emploi salarié dans les SAE par zone d'emploi

Présentation par zone d'emploi des secteurs de plus de 200 salariés ayant un indice de spécificité supérieur à 1,5



L'indice de spécificité fait le rapport entre le poids d'un secteur sur un territoire et son poids théorique s'il était également distribué proportionnellement aux poids des différents territoires. Le choix de la limite de 1,5 permet à la fois de ne retenir les secteurs réellement spécificités à un territoire.

Remarques

- La Zone d'emploi du Châtelleraudais affiche le taux de spécificité le plus important de la région (12) dans le secteur *Réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements*
- La seconde spécificité territoriale affiche un indice de 6 dans la zone d'emploi de Thouars-Loudun dans le secteur *Location, location bail*
- *Mise à disposition de main d'œuvre* est le secteur le plus représenté dans les zones d'emploi (9)
- *Gestion des déchets* est le second secteur le plus représenté (5 zones d'emploi). 60 % des employeurs sont publics.
- Quatre secteurs ont une seule occurrence: *Immobilier, Location, location-bail, Nettoyage et Publicité, étude de marché.*

## Les entreprises

Source: Sirene 2017

41 777 entreprises d'au moins 1 salarié dont 356 ETI (Entreprise de 250 à 4 999 salariés) et 31 avec leur siège social en région Nouvelle-Aquitaine

Services aux entreprises	Nombre d'entreprises d'au moins 1 salarié	Nombre d'ETI	Nombre d'ETI avec leur siège social en Nouvelle-Aquitaine
Immobilier	17 181	8	1
Conseil et assistance	9 431	104	5
Autres services	3 940	33	6
Services de nettoyages relatifs aux bâtiments	3 838	24	4
Numérique - Informatique	1 981	61	5
Mise à disposition de main d'œuvre	1 460	17	1
Réparation ouvrages en métaux, machines et équipements	822	11	1
Formation	773	12	1
Location, location bail	754	33	0
Publicité, études de marché	632	5	0
Gestion des déchets	618	28	4
Sécurité	347	20	3

Convergences n° 73 – Décembre 2017

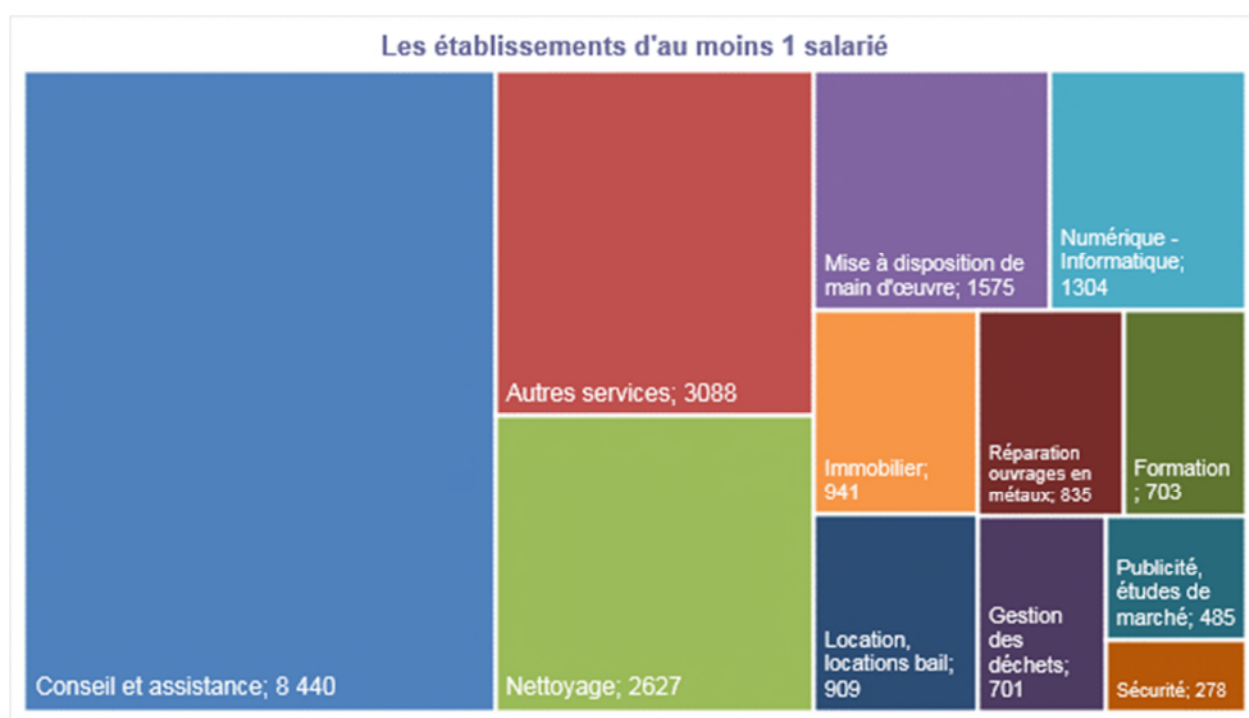
## Les établissements

Source: Sirene 2017

- 100 815 établissements (public et privé) soit 16 % des établissements régionaux
- 21 886 établissements avec au moins 1 salarié

4 secteurs aux caractéristiques particulières :

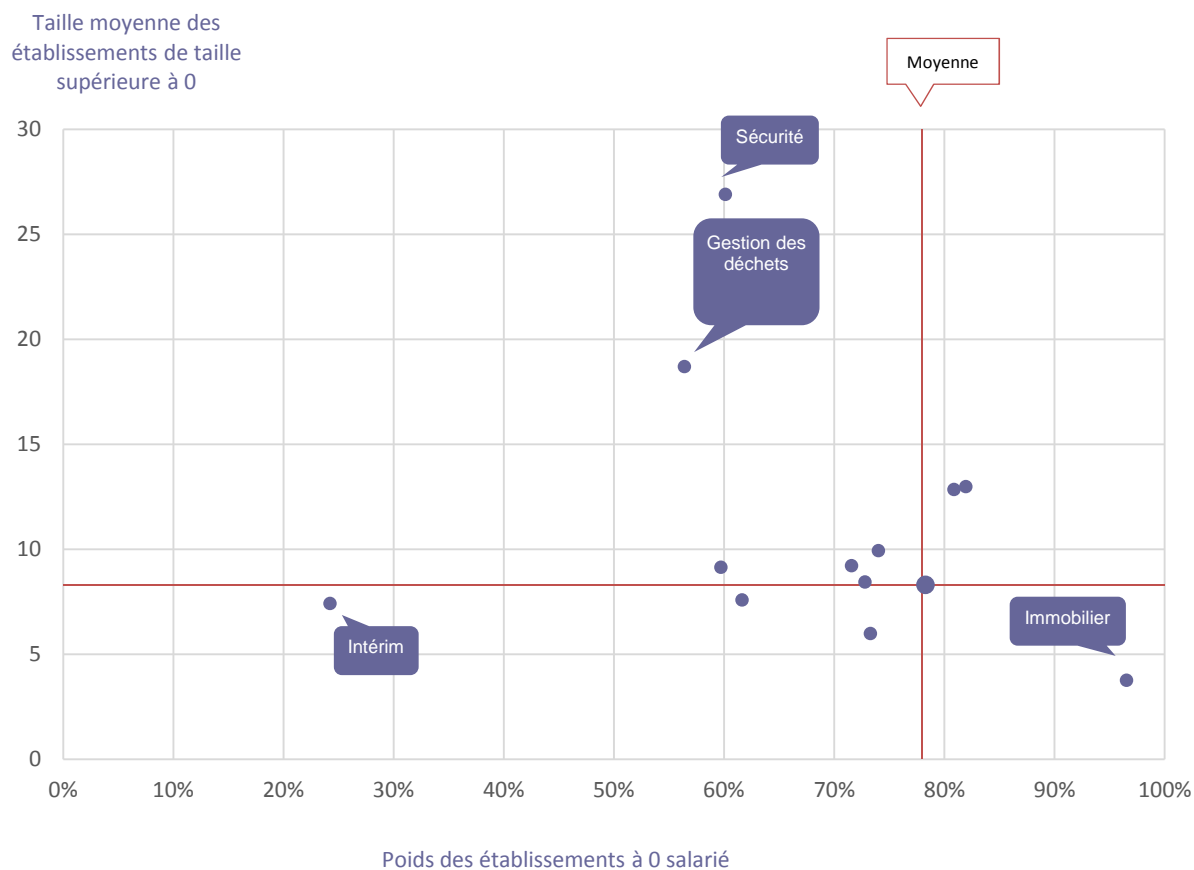
- Intérim : de nombreux établissements avec peu de salarié
- Immobilier : un grand nombre de structures sans salarié
- Sécurité et Gestion des déchets : des établissements avec un salariat important





Caractérisation du tissu économique

Source : Insee, Clap 2014



Le graphique ci-dessus permet la comparaison et le positionnement des domaines des services aux entreprises selon deux critères : La taille moyenne des établissements dont les effectifs salariés sont supérieurs ou égaux à 1, et le poids des établissements sans salariés.

Rappelons que les établissements sans salariés peuvent être des micro entreprises, gérées par des commerçants, des indépendants, des artisans... Au cours d'une année civile, ces établissements ont généré du chiffre d'affaires mais n'ont pas embauché de salarié.

## Représentation socioprofessionnelle des secteurs

Services aux entreprises	Repérage des organismes représentatifs	Principaux OPCA repérés	Existence d'OPMQ spécifique	Présence de littérature
Conseil et assistance	Satisfaisant	Actalians, AGEFOS-PME, FAFIEC, Uniformation, ANFA	Oui	Oui
Services de nettoyages relatifs aux bâtiments	Satisfaisant	OPCA transports et services, OPCALIA	Oui	Oui
Gestion des déchets	Satisfaisant	OPCALIA	Oui	Oui
Sécurité	Satisfaisant	OPCALIA	Non	Oui
Publicité, études de marché	Satisfaisant	-	Non	Non
Autres services	Plus ou moins Satisfaisant selon les secteurs	FAFSEA, FAFIEC, OPCA Défi, OPCALIA, AGEFOS-PME	Non	Non
Mise à disposition de main d'œuvre	Satisfaisant	FAF TT	Oui	Oui
Réparation ouvrages en métaux, machines et équipements	Satisfaisant	OPCAIM	Non	Non
Location, locations bail	Aucun	ANFA	Non	Non
Immobilier	Satisfaisant	AGEFOS-PME	Oui	Non
Formation	Satisfaisant	OPCALIA	Oui	Oui
Numérique-Informatique	Satisfaisant	FAFIEC	Oui	Oui

## Les besoins en main d'œuvre

Source : Pôle Emploi, BMO 2017

### Les projets d'embauche en 2017

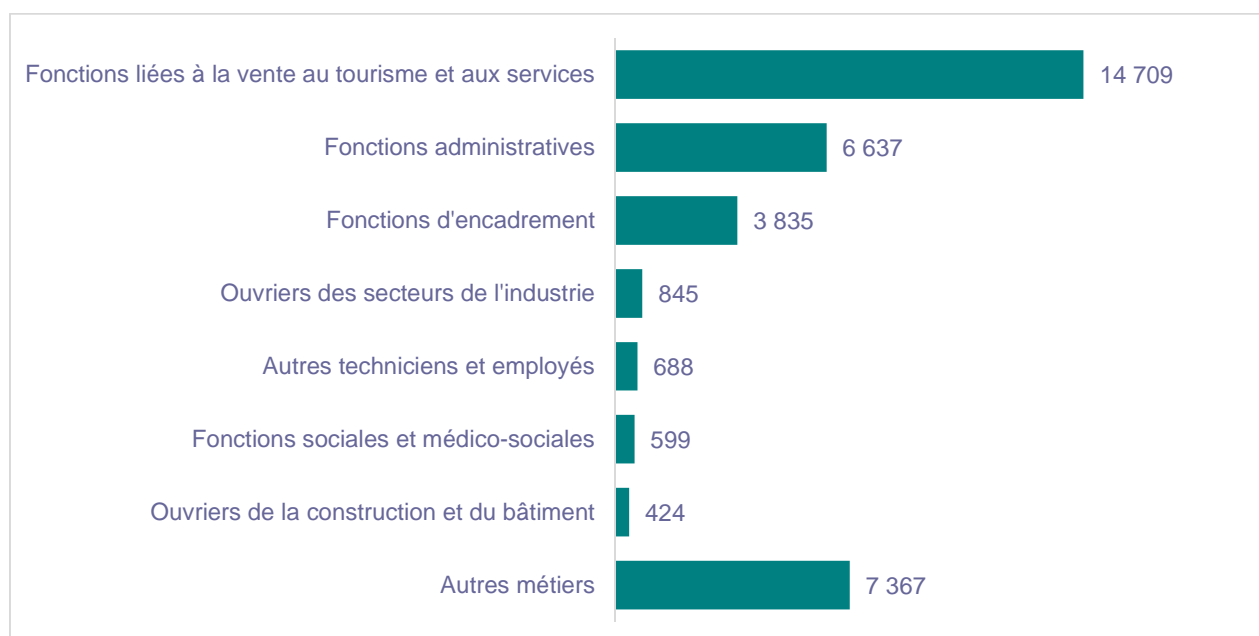
En Nouvelle-Aquitaine :

- 35 104
- 18 % des projets (24 % en France)

Par département :

- Gironde : 14 169 (40 %)
- Pyrénées-Atlantiques : 3 521
- Deux-Sèvres : 3 321

## Les métiers recherchés



## Les services aux entreprises en Nouvelle-Aquitaine

Au sens de la DGE, le terme « service aux entreprises » définit une gamme d'activités qui concernent, dans la plupart des cas, la fourniture de services par une entreprise à d'autres entreprises.... La qualité des prestataires de services, leur professionnalisme et leurs savoir-faire jouent un rôle essentiel dans la compétitivité (à la fois coût et hors coût) de l'ensemble des filières économiques, et doivent être renforcés. Le caractère diffusant des entreprises de services est un déterminant important<sup>1</sup>.

Domaines d'activités	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
<b>Conseil et assistance</b>	<b>31 579</b>	<b>50 545</b>
<b>Gardiennage - Nettoyage</b>	<b>9 936</b>	<b>31 705</b>
<i>dont sécurité</i>	697	7 478
<i>dont services de nettoyage</i>	9 239	24 227
<b>Gestion des déchets</b>	<b>1 607</b>	<b>13 105</b>
<b>Immobilier - Intérim</b>	<b>32 821</b>	<b>24 262</b>
<i>dont immobilier</i>	27 069	3 540
<i>dont mise à disposition de main d'œuvre</i>	2 078	11 691
<i>dont formation*</i>	3 674	9 031
<b>Location, location bail</b>	<b>2 368</b>	<b>6 894</b>
<b>Numérique – Informatique **</b>	<b>7 224</b>	<b>16 936</b>
<b>Publicité, études de marché</b>	<b>1 865</b>	<b>4 818</b>
<b>Réparation ouvrages en métaux, machines et équipements</b>	<b>2 072</b>	<b>7 632</b>
<b>Autres services</b>	<b>11 343</b>	<b>26 049</b>
<b>Ensemble de la filière SAE</b>	<b>100 815</b>	<b>181 946</b>

Source : Insee – CLAP 2014

\* les activités sur la formation sont détaillées dans le « portrait du secteur de la formation continue » (publication prévue en janvier 2017)

\*\* concernant les activités du numérique et de l'informatique, se reporter au travail sur le domaine de l'informatique réalisé dans le cadre de la filière « Image – TIC – Numérique » pour la DIRECCTE.

### Information

La source statistique utilisée dans cette note est CLAP (pour Connaissance locale de l'appareil productif). Les données de CLAP concernent les entreprises et les établissements ayant eu au moins un jour d'activité économique dans l'année d'exercice considérée, qu'ils soient employeurs ou non. CLAP couvre l'ensemble des activités de l'économie marchande et non marchande.

Sont exclus du champ les établissements appartenant aux entreprises de catégorie juridique « 7150 » (Défense) et les emplois domestiques (emplois dont l'employeur est un ménage).

1 Source : <http://www.entreprises.gouv.fr/services/services-aux-entreprises>

Convergences n°73 – Décembre 2017

## Les établissements au 31 décembre 2014

Domaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	Nouvelle Aquitaine
<b>Autres services</b>	<b>634</b>	<b>1 331</b>	<b>455</b>	<b>196</b>	<b>900</b>	<b>3 105</b>	<b>825</b>	<b>623</b>	<b>1 496</b>	<b>548</b>	<b>682</b>	<b>548</b>	<b>11 343</b>
<b>Conseil et assistance</b>	<b>1 320</b>	<b>3 237</b>	<b>1 019</b>	<b>349</b>	<b>1 704</b>	<b>12 129</b>	<b>1 690</b>	<b>1 369</b>	<b>4 399</b>	<b>1 110</b>	<b>1 828</b>	<b>1 425</b>	<b>31 579</b>
<b>Gardiennage - nettoyage</b>	<b>390</b>	<b>938</b>	<b>293</b>	<b>160</b>	<b>602</b>	<b>2 878</b>	<b>688</b>	<b>501</b>	<b>1 840</b>	<b>366</b>	<b>437</b>	<b>843</b>	<b>9 936</b>
<i>Sécurité</i>	38	88	17	5	37	254	44	39	68	28	43	36	697
<i>Nettoyage</i>	352	850	276	155	565	2 624	644	462	1 772	338	394	807	9 239
<b>Gestion des déchets</b>	<b>113</b>	<b>210</b>	<b>72</b>	<b>27</b>	<b>109</b>	<b>322</b>	<b>115</b>	<b>126</b>	<b>185</b>	<b>99</b>	<b>123</b>	<b>106</b>	<b>1 607</b>
<b>Immobilier - Intérim</b>	<b>1 870</b>	<b>3 857</b>	<b>1 404</b>	<b>710</b>	<b>2 534</b>	<b>7 592</b>	<b>2 512</b>	<b>2 177</b>	<b>4 429</b>	<b>1 745</b>	<b>2 277</b>	<b>1 714</b>	<b>32 821</b>
<i>Immobilier</i>	1 561	3 367	1 197	601	2 098	5 824	2 166	1 825	3 714	1 441	1 905	1 370	27 069
<i>Intérim</i>	140	142	94	53	200	533	156	179	192	153	119	117	2 078
<i>Formation</i>	169	348	113	56	236	1 235	190	173	523	151	253	227	3 674
<b>Location, locations bail</b>	<b>118</b>	<b>302</b>	<b>82</b>	<b>24</b>	<b>142</b>	<b>650</b>	<b>246</b>	<b>126</b>	<b>325</b>	<b>112</b>	<b>135</b>	<b>106</b>	<b>2 368</b>
<b>Numérique - Informatique</b>	<b>297</b>	<b>675</b>	<b>180</b>	<b>86</b>	<b>353</b>	<b>2 999</b>	<b>367</b>	<b>250</b>	<b>936</b>	<b>354</b>	<b>407</b>	<b>320</b>	<b>7 224</b>
<b>Publicité, études de marché</b>	<b>94</b>	<b>221</b>	<b>53</b>	<b>15</b>	<b>87</b>	<b>678</b>	<b>96</b>	<b>88</b>	<b>250</b>	<b>92</b>	<b>104</b>	<b>87</b>	<b>1 865</b>
<b>Réparation ouvrages en métaux</b>	<b>125</b>	<b>333</b>	<b>89</b>	<b>30</b>	<b>145</b>	<b>560</b>	<b>126</b>	<b>143</b>	<b>233</b>	<b>102</b>	<b>100</b>	<b>86</b>	<b>2 072</b>
<b>Ensemble de la filière SAE</b>	<b>4 961</b>	<b>11 104</b>	<b>3 647</b>	<b>1 597</b>	<b>6 576</b>	<b>30 913</b>	<b>6 665</b>	<b>5 403</b>	<b>14 093</b>	<b>4 528</b>	<b>6 093</b>	<b>5 235</b>	<b>100 815</b>

Source : Insee – Clap

Avec 100 815 établissements en Nouvelle-Aquitaine et près de 182 000 salariés, les services aux entreprises représentent 16 % des établissements de la région et 10 % de l'emploi salarié néo-aquitain.

78 % des établissements de la filière ne comptent aucun salarié. Ce taux est supérieur à celui de l'ensemble de l'économie régionale (71 %). La région compte deux établissements de plus de 1 000 salariés (LC France à Chasseneuil-du-Poitou (86) dans les activités de centres d'appels et Gestion et services groupe Cofinoga SNC à Mérignac (33) (fermée en 2015 puis fusion avec BNP et changement de NAF), 11 établissements de plus de 500 salariés et 60 de plus de 200 salariés.

Convergences n°73 – Décembre 2017

## Les salariés au 31 décembre 2014

Domaine	Charente	Charente-Maritime	Corrèze	Creuse	Dordogne	Gironde	Landes	Lot-et-Garonne	Pyrénées-Atlantiques	Deux-Sèvres	Vienne	Haute-Vienne	Nouvelle Aquitaine
<b>Autres services</b>	1 334	2 263	978	150	1 018	9 597	733	845	2 483	2 130	3 590	928	26 049
<b>Conseil et assistance</b>	2 074	4 778	1 754	477	2 292	19 600	2 009	2 176	7 060	2 890	3 013	2 422	50 545
<b>Gardiennage - nettoyage</b>	1 078	2 448	892	97	924	13 352	862	1 016	5 465	1 326	2 118	2 127	31 705
<i>Sécurité</i>	133	293	90	9	459	4 122	194	66	1 072	349	349	342	7 478
<i>Nettoyage</i>	945	2 155	802	88	465	9 230	668	950	4 393	977	1 769	1 785	24 227
<b>Gestion des déchets</b>	1 111	1 301	485	98	729	4 150	947	489	1 474	652	940	729	13 105
<b>Immobilier - Intérim</b>	1 123	2 330	645	431	2 087	6 322	1 774	1 494	2 457	1 989	1 929	1 681	24 262
<i>Immobilier</i>	110	316	43	49	164	1 383	162	146	675	132	125	235	3 540
<i>Intérim</i>	542	1 191	371	165	1 050	2 436	1 285	942	819	1 454	905	531	11 691
<i>Formation</i>	471	823	231	217	873	2 503	327	406	963	403	899	915	9 031
<b>Location, locations bail</b>	217	632	212	17	215	2 904	337	286	795	432	472	375	6 894
<b>Numérique - Informatique</b>	401	684	138	54	172	10 725	246	240	1 833	1 402	635	406	16 936
<b>Publicité, études de marché</b>	232	715	149	16	163	1 912	77	212	424	248	357	313	4 818
<b>Réparation ouvrages en métaux</b>	468	889	373	60	148	2 210	267	278	634	200	1 885	220	7 632
<b>Ensemble de la filière SAE</b>	8 038	16 040	5 626	1 400	7 748	70 772	7 252	7 036	22 625	11 269	14 939	9 201	181 946

Source : Insee – Clap

En termes de répartition géographique, la Gironde rassemble 31 % des établissements et 39 % des salariés de la filière. 14 % établissements et 12 % des salariés sont localisés dans le département des Pyrénées-Atlantiques. La Charente-Maritime accueille, quant à elle, 11 % des établissements et 9 % des salariés.

#### Une dynamique de création plus forte en région et des défaillances plus faibles :

« Les services aux entreprises régionaux attirent aussi de nombreuses nouvelles créations (+ 36 %). Cette hausse est nettement supérieure à celle observée en France métropolitaine (+ 21 %)… ». Source : Insee conjoncture n°3 de mai 2016 » pour la région ALPC.

NB : la définition par l'Insee des services aux entreprises est plus large que celle retenue pour ce document.

## Une structure économique très hétérogène

Comme nous le verrons plus loin, le secteur des services aux entreprises est structuré autour de domaines d'activités très hétérogènes d'un point de vue économique. Si certains domaines peuvent s'appuyer sur de grandes entreprises (ONET service compte plus de 1 900 salariés en région), d'autres se structurent essentiellement sur un réseau de TPE (ADREXO avec 85 salariés et MEDIAPOST, 43 salariés sont les principaux employeurs du secteur « Publicité - Etudes de marché »).

Une approche par domaine semble s'imposer même si digitalisation de l'économie et transition écologique restent des facteurs d'évolutions communs.

Avec 50 545 salariés répartis dans 31 579 établissements, les activités de **conseil et assistance** sont les plus gros pourvoyeurs d'emplois. On y retrouve principalement les activités juridiques et comptables ou encore les activités d'architecture et d'ingénierie.

Les activités de **gardienage-nettoyage** peuvent se découper en deux sous domaines. La partie liée à la sécurité compte près de 7 500 salariés en Nouvelle-Aquitaine pour 700 établissements. Les services de nettoyage emploient plus de 24 200 salariés. La zone d'emploi de Bordeaux affiche une spécificité dans la sécurité, les activités de nettoyage sont spécifiques dans la zone de Pau.

Les activités qui comptent le plus d'établissements sont celles de **l'immobilier – intérim**. En effet, 32 821 établissements sont recensés dans ces activités. Le sous domaine des activités immobilières compte peu de salariés (3 540) malgré un nombre très élevé d'établissements (27 069). A l'inverse, la mise à disposition de main d'œuvre enregistre près de 11 700 salariés dans 2 078 établissements. Cette dernière enregistre un taux de spécificité élevé dans la zone de Bergerac.

Dans les activités des **autres services** sont comptabilisés les activités de soutien aux entreprises (production de comptes rendus textuels, les services de sous-tirage, les services de saisie, ...), les centres d'appels, les services d'aménagement paysager ou encore les activités de conditionnement. Les activités de ce domaine sont très variées, on y compte plus de 26 000 salariés pour 11 343 établissements.

Le **numérique et l'informatique** emploient près de 17 000 personnes, principalement dans la programmation informatique (12 500 salariés).

13 100 salariés travaillent dans l'un des 1 607 établissements de **gestion des déchets**, majoritairement dans la collecte des déchets non dangereux.

Les activités de **réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements** comptent 7 632 salariés répartis dans 2 072 établissements. On note une forte spécificité de cette activité dans la zone d'emploi de Châtellerauld.

Près de 6 900 salariés dans les activités de **location – location bail**. A noter, la spécificité de ce secteur dans la zone d'emploi de Thouars-Loudun.

La **publicité et les études de marchés** rassemblent environ 4 800 salariés dans 1 865 établissements. Ce sont les agences de publicités qui enregistrent le plus de main d'œuvre. Ce secteur est spécifique dans la zone d'emploi de La Rochelle.

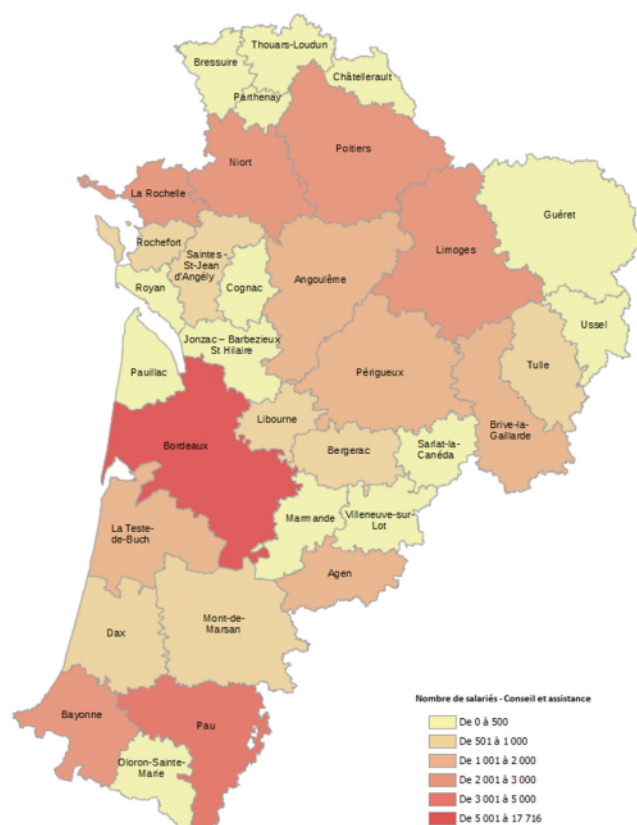
## Le conseil et assistance

En 2014, les activités de conseil et assistance rassemblent plus de 50 500 salariés en Nouvelle-Aquitaine. Les activités comptables (NAF 6920Z) et l'ingénierie et études techniques (7112B) sont les deux activités qui emploient le plus dans ce domaine avec respectivement 13 000 et 12 000 salariés.

Code NAF	Libellé NAF	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
6910Z	Activités juridiques	5 070	8 079
6920Z	Activités comptables	2 490	13 011
7021Z	Conseil en relations publiques et communication	1 580	479
7022Z	Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	9 277	5 186
7111Z	Activités d'architecture	3 247	2 755
7112A	Activité des géomètres	353	1 185
7112B	Ingénierie, études techniques	4 562	11 967
7120A	Contrôle technique automobile	739	1 210
7120B	Analyses, essais et inspections techniques	904	4 460
7430Z	Traduction et interprétation	1 396	121
7490B	Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses	1 961	2 092
<b>Conseil et assistance</b>		<b>31 579</b>	<b>50 545</b>

Source : Insee – CLAP 2014

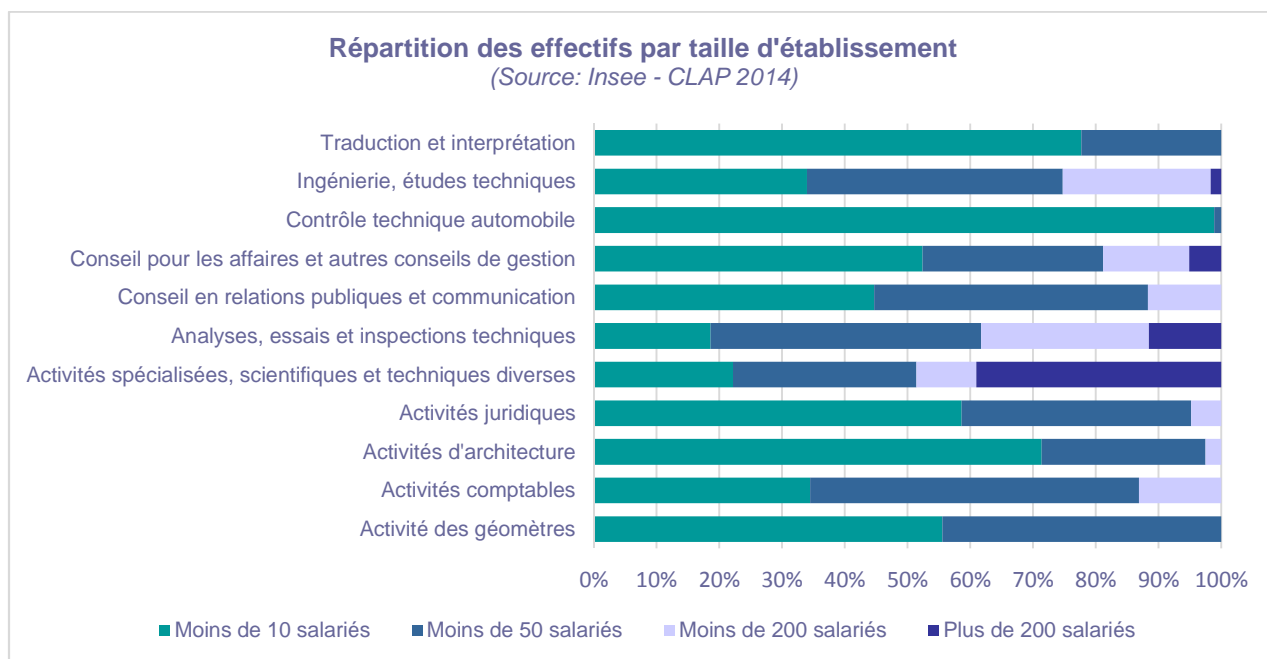
### Répartition de l'emploi salarié par zone d'emploi (Insee – CLAP 2014)



Parmi les 31 579 établissements intervenant dans le conseil et assistance, 73 % ne comptent aucun salarié. Cette part est proche de celle de l'ensemble de l'économie régionale qui compte 71 % d'établissements sans salarié. Les activités de conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (NAF 7022Z) comptent près de 9 300 établissements. Elles emploient 10 % des salariés. Les activités d'ingénierie et études techniques (NAF 7112B) comptent un peu moins d'établissements (4 562 soit 14 % des établissements de conseil et assistance) mais rassemblent près du quart des salariés de la filière (près de 12 000 salariés).

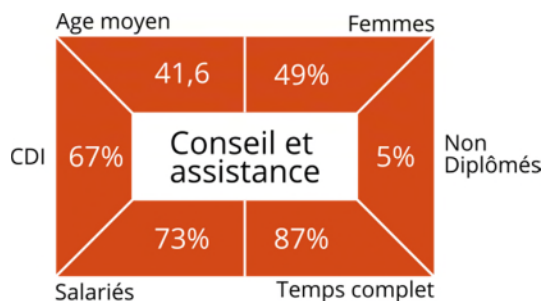
35 % des salariés travaillent dans la zone d'emploi de Bordeaux. La zone d'emploi de Pau totalise un peu plus de 4 000 salariés dans cette filière. Cinq zones d'emploi comptent entre 2 000 et 3 000 salariés, il s'agit de Bayonne, La Rochelle, Poitiers, Limoges et Niort. Les activités de conseil et assistance sont présentes sur l'ensemble du territoire, elles ne sont pas spécifiques à une ou plusieurs zones.





## Profil des professionnels

De nombreuses professions sont présentes dans ce domaine d'activités. Les principales professions en termes d'effectifs sont les employés des services comptables ou financiers (10 % des actifs du conseil et assistance soit environ 6 600 professionnels), les experts salariés ou indépendants de niveau technicien et techniciens divers (6 %, soit 4 100 actifs) ou encore les secrétaires et les avocats, qui avec respectivement 3 600 et 3 150 personnes, représentent chacun 5 % de l'effectif total.



La part des professionnels non-salariés est élevée dans ces activités puisqu'elle atteint 27 % contre 14 % dans l'ensemble de l'économie régionale. Ce taux dépasse les 40 % dans les activités juridiques (NAF 6910Z), dans le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion (NAF 7022Z) ou encore dans les activités d'architecture (NAF7111Z).

67 % des actifs en emploi sont en contrat à durée indéterminée et 27 % sont indépendants (non-salariés). Cela signifie qu'à peine 6 % des actifs en emploi sont en emploi à durée limitée (CDD, intérim, apprentissage...) ce qui est peu par rapport à la moyenne (13,5 %).

L'emploi est exercé à temps complet pour 87 % des actifs, ce qui est supérieur de quatre points à la moyenne régionale.

49 % des emplois sont exercés par des femmes. Elles sont toutefois peu présentes dans les activités d'ingénierie et d'études techniques (NAF 7112B) (25 %). A l'inverse, elles sont 70 % dans les activités juridiques et comptables (NAF 69).

### Convergences n° 73 – Décembre 2017

40 % de ces professionnels sont âgés de 25 à 40 ans (33 % pour l'ensemble des secteurs). Ce secteur compte peu de jeunes de moins de 25 ans (5,7 %). La part des seniors est proche de la moyenne régionale (28 %).

Les postes de cadres et professions intellectuelles supérieures ainsi que les professions intermédiaires sont surreprésentées dans ce secteur d'activités. On observe, respectivement 39 % et 32 % d'actifs dans ces catégories contre 13 % et 25 % en moyenne dans l'économie de Nouvelle-Aquitaine.

68 % des professionnels déclarent posséder un diplôme de niveau III ou plus (Bac + 2 et plus). Il s'agit d'un taux élevé, qui grimpe à 74 % dans les activités d'architecture (NAF 7111Z).

## Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017

### Activités juridiques et comptables

Les entreprises de ce secteur sont 8 117. Parmi celles-ci, 87 % ont leur siège social en Nouvelle-Aquitaine et 25 ont plus de 250 salariés. Sur ces 25 entreprises, 1 dispose de plus de 5 000 salariés (non domicilié en région) et 2 ont leur siège social en région (Compagnie Fiduciaire en Aquitaine et AGC Poitou-Charentes en Deux-Sèvres).

### Conseil en relations publiques et communication

Les entreprises de ce secteur sont aux nombres de 1959. Aucune entreprise de ce secteur n'a plus de 250 salariés.

### Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion

Les entreprises de ce secteur sont 10 776. Parmi celles-ci, 18 entreprises ont plus de 250 salariés et 2 ont des sièges sociaux en Aquitaine : Keolis Bordeaux Métropole (filiale de Keolis appartenant au groupe SNCF) et Vago. Ces 2 entreprises travaillent pour les collectivités (transport et gestion des aires d'accueil).

### Activités d'architecture

3 370 entreprises sont enregistrées dans le fichier Sirene. Aucune entreprise n'a plus de 250 salariés.

### Activité des géomètres

324 entreprises enregistrées dans ce domaine, aucune entreprise de plus de 250 salariés.

### Analyses, essais et inspections techniques

4 995 entreprises dont 61 de plus de 250 salariés et 1 de plus de 5000 salariés. Parmi ces 61 entreprises, une a son siège social en Aquitaine (INGELIANCE TECHNOLOGIES).

On retrouve dans ce secteur des entreprises prestataires de services d'ingénierie spécialisée dans différents domaines : aéronautique, spatial, naval, train, géotechnique, bâtiment et génie civil, eau, logistique, systèmes d'information.

### Traduction et interprétation

1 651 entreprises, aucune entreprise de plus de 250 salariés

### Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses

2 243 entreprises, dont 2 entreprises de plus de 250 salariés n'ayant pas leur siège social en Nouvelle-Aquitaine.

## Branche professionnelle, OPCA, observatoire, fédérations

Les métiers des activités juridiques, comptables et de conseil connaissent actuellement des modifications liées aux nouvelles technologies telles que les algorithmes, l'ubérisation ou les robots informatiques. Ces nouveaux outils numériques apportent l'automatisation de certaines tâches et entraînent donc des modifications et des évolutions des professions.

### 1) Activités juridiques

Les professionnels du droit recouvrent plusieurs métiers réglementés ou non réglementés et exercés sous un statut de travailleur indépendant (professionnel libéral) ou de salarié ou de collaborateur libéral.

Les principales professions du droit appartiennent à la catégorie des professions réglementées : avocat ; avocat au Conseil d'Etat ou à la Cour de Cassation, notaire ; commissaire-priseur judiciaire, administrateur judiciaire, huissier de justice, greffiers de tribunal de commerce, mandataires judiciaires à la protection des majeurs, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises.

### De nombreuses organisations : les ordres et les syndicats

Ces activités juridiques se caractérisent par l'existence d'ordres, de chambres ou de compagnies professionnelles chargés de la mise en œuvre et du contrôle auprès des professionnels eux-mêmes des règles de déontologie applicables à chacune des professions considérées.

Exemple : Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires, Chambre national des huissiers de justice, Compagnie nationale des conseils en propriété industrielle, etc.

Les syndicats professionnels des professions relevant des activités juridiques sont nombreux et catégoriels : Fédération nationale des compagnies d'experts judiciaires, Institut français des praticiens des procédures collectives,

Confédération nationale des avocats, Association syndicale des greffiers, Mouvement des jeunes notaires, Syndicat des commissaires-priseurs, etc.

<http://www.afje.org>

L'**AFJE** (Association Française des Juristes d'Entreprise) est un carrefour d'échange d'informations et d'expériences pour tous les juristes travaillant au sein des entreprises sur les grands sujets d'actualité juridique au sein des entreprises et dans le monde du Droit.

**OPCA** : Actalians

<http://www.actalians.fr>

**OMPQ** : *Observatoire des métiers des professions libérales*

De nombreuses publications :

- Cabinets d'avocats : Externalisation : de l'adaptation à l'innovation, Etat des lieux et perspectives 2016, Portrait statistique 2016
- Huissiers de justice : Etat des lieux et perspectives 2012
- Administrateurs judiciaires et mandataires judiciaires : Etat des lieux et perspectives 2013
- Commissaires-priseurs judiciaires et sociétés de ventes volontaires : Etat des lieux et perspectives 2014, portrait statistique 2014
- Activités comptables

L'activité d'expertise comptable est une activité réglementée exercée principalement sous le statut de professionnel libéral. La profession d'expert-comptable, l'Ordre des experts-comptables et le conseil supérieur sont régis par une ordonnance par un décret relatif à l'exercice de l'activité d'expertise comptable. L'expert-comptable accompagne le dirigeant dans toutes les opérations liées à la vie de son entreprise (comptabilité, gestion, obligations légales, informatisation, audit) et dans l'application des nouvelles mesures législatives et réglementaires.

### Principaux organismes

<http://www.experts-comptables.fr>

L'Ordre des experts-comptables a pour vocation de gérer et d'animer le plus grand réseau français de professionnels libéraux au service de l'entreprise. Sa mission est d'assurer le respect par la profession des règles en matière de déontologie et d'indépendance.

<http://www.ifec.fr/>

L'Institut Français des Experts-Comptables et des Commissaires aux Comptes (IFEC) a pour vocation de mener la négociation de la Convention collective et de défendre activement les intérêts de ses membres. A ce titre, il offre à ses adhérents un service de conseil en matière sociale, pour l'application du droit commun du travail et de la convention collective de branche.

<http://www.e-c-f.fr/>

Experts-comptables et Commissaires aux comptes de France (ECF) est une fédération nationale de syndicats régionaux d'Experts-comptables et de Commissaires aux comptes, inscrits au tableau de l'Ordre des Experts-comptables et/ou de la Compagnie des Commissaires aux comptes.

**OPCA** : Agefos PME

<http://www.agefos-pme-plpc.com/>

**OPMQ** : <http://www.metierscomptabilite.fr/>

Publication : Portrait statistique des salariés de la branche professionnelle des Experts comptables et Commissaires aux comptes 2014

## 2) Conseil en relations publiques et communication / Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion

### Périmètre INSEE

Le conseil en relations publiques et communication comprend le conseil et l'assistance opérationnelle, y compris les activités de lobbying, apportés aux entreprises et autres organisations en matière de relations publiques et de communication. (Ne comprend pas : les activités des agences de publicité et la régie publicitaire de médias ; les études de marché et sondages)

Le conseil pour les affaires et autres conseils de gestion comprend le conseil et l'assistance opérationnelle apportés à des entreprises et autres organisations sur des questions de gestion, telles que la planification d'entreprise stratégique et organisationnelle, la reconfiguration de processus, la gestion du changement, la réduction des coûts et d'autres questions financières, les objectifs et les politiques de marketing, les politiques, les pratiques et la planification en matière de ressources humaines, les stratégies de rémunération et retraite, la planification de la production et du contrôle.

Une prestation de conseil désigne les activités de prestations intellectuelles et vise à délivrer des avis ou des recommandations sur ce qu'il convient de faire. Il existe différents types de conseil :

- Le conseil en stratégie : conseils spécialisés pour la définition d'une stratégie d'entreprise. Les entreprises font appel à des sociétés de conseil, qui envoient alors des consultants dans l'entreprise cliente.
- Le conseil en marketing : activité de services qui vise à améliorer l'organisation et la performance, actuelles ou futures, d'un service marketing au sein d'une entreprise. Avec les nouvelles technologies, et le réseau Internet, apparaît le marketing 2.0.
- Le conseil en management : le consultant est une personne qui possède les qualifications et l'expérience pour résoudre un problème dans les domaines du marketing, de la production, de la logistique et des transports, des systèmes informatiques, des ressources humaines, de la finance et du management.
- Le conseil en réduction de coût : intervient sur toutes les fonctions de l'entreprise et sur tous les secteurs. Sa vocation est la réduction des coûts fixes et variables par la recherche de solutions alternatives.
- Le conseil en développement durable
- Le conseil aux individus (*coaching*)

### Principaux organismes

<http://www.fncpc.org/>

La Fédération Nationale des Chambres professionnelles du Conseil (FNCPC) vise à concourir à la reconnaissance, à l'organisation et au développement de la profession de conseil en entreprise et collectivités, et en assurer la promotion.

<http://www.cinov.fr/>

Le CINOVA Conseil en Management est un syndicat pluridisciplinaire qui englobe toutes les filières de l'Ingénierie et du Conseil dans un esprit d'indépendance, de créativité et de responsabilité.

<http://www.consultinfrance.fr/>

SYNTEC Conseil en Management est un syndicat professionnel qui a pour objet la représentation, la promotion et la défense des intérêts des personnes morales exerçant de façon prépondérante une activité de conseil en stratégie et management auprès d'entités et entreprises, publiques ou privées.

**OPCA** : FAFIEC / AGEFOS-PME

**OPMQ** rattaché à la FAFIEC:

Observatoire paritaire des industries de la communication graphique et des multimédias

Un document : Emploi – formation, tendances 2015

### 3) Activités d'architecture

#### Périmètre INSEE

Cette sous-classe comprend : la conception de projets architecturaux ; conception de bâtiments et établissement de plans architecturaux ; l'urbanisme et l'architecture paysagère ; les activités de conseil en matière d'architecture ; l'activité des agences d'urbanisme. Cette sous-classe ne comprend pas : la construction de maisons individuelles; les activités d'ingénierie; la décoration intérieure

## Principaux organismes

<http://www.architectes.org/>

L'Ordre des architectes est un organisme de droit privé chargé de missions de service public. Doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, il est placé sous la tutelle du Ministère de la Culture et de la Communication.

L'inscription à l'Ordre des architectes confère le droit d'exercer la profession et de porter le titre d'architecte.

Publication : observation démographique et économique de la profession d'architecte, réalisée par le CREDOC.

<http://syndicat-architectes.fr>

L'Union nationale des syndicats français d'architecture fédère des syndicats départementaux ou régionaux d'architectes afin de mener des actions collectives au niveau national. L'UNSFA intervient dans la négociation des textes réglementaires, les échanges interprofessionnels et de la réflexion prospective à la formation. L'UNSFA représente les architectes auprès des organisations institutionnelles ou professionnelles nationales, européennes et internationales et représente les architectes employeurs à toutes les commissions paritaires avec les syndicats de salariés.

**OPCA** : Uniformation / ACTALIANS

**OMPQ** : Observatoire des métiers des professions libérales

<http://www.observatoire-metiers-entreprises-liberales.fr>

Publication : *Portrait statistique 2017*

## 4) Activité des géomètres

### Périmètre INSEE

L'activité des géomètres comprend les activités de levé géodésique : levé cadastral et délimitation ; relevé hydrologique ; levé souterrain et les activités de photogrammétrie.

### Principal organisme

[www.geometre-expert.fr](http://www.geometre-expert.fr)

L'ordre des géomètres-experts est l'instance de management stratégique de la profession. Il représente les géomètres-experts et impulse une stratégie de développement pour la profession. L'Ordre des géomètres experts est délégataire d'une mission de service public. La profession de géomètre est strictement encadrée par la loi.

### Contexte

- Le chiffre d'affaire selon les donneurs d'ordre : 31 % d'acteurs publics ou parapublics et 29 % de particuliers
- Les structures de moins de 20 salariés regroupent 53 % des effectifs

**OMPQ** : *Observatoire des métiers des professions libérales*

Les publications :

- *Portrait de branche 2017*
- *De l'état des lieux à la prospective - année 2016*

**OPCA** : ACTALIANS

## 5) Ingénierie, études techniques

### Périmètre INSEE

Les activités d'ingénierie (c'est-à-dire l'application des lois physiques et principes d'ingénierie dans la conception de machines, matériaux, instruments, structures, processus et systèmes) et de conseil dans les domaines suivants : machines, processus et sites industriels ; projets comportant des activités ayant trait au génie civil, au génie hydraulique ou pour les bâtiments et les infrastructures de transport ; projets de gestion de l'eau ; conception et réalisation de projets intéressant le génie électrique et électronique, le génie minier, le génie chimique, le génie mécanique, le génie industriel, l'ingénierie de systèmes, de techniques de sécurité ; l'élaboration de projets faisant appel aux techniques de la climatisation, de la réfrigération, de l'assainissement et de la lutte contre la pollution, au génie acoustique, etc. ; les services de gestion de projets de constructions ; les études géophysiques, géologiques et sismiques ; l'information cartographique et spatiale

<http://www.syntec-ingenierie.fr>

### OPCA : FAFIEC

Des études :

- Evolution de l'ingénierie française de la Construction liée au BIM
- Etat des lieux des métiers et de l'emploi des activités de l'Ingénierie et du Conseil en environnement : Diagnostic et identification des besoins

**OPMQ** : OPIIEC, *présentation* chiffrée du secteur

## 6) Les activités de contrôle : contrôle technique automobile et analyses, essais et inspections techniques

### Périmètre

Les organismes de contrôle couvrent une multitude de secteurs d'activités nécessitant de fortes compétences techniques dans les domaines de la construction, des équipements industriels, du nucléaire, de l'aéronautique, des nouvelles énergies, du secteur automobile, etc.

### Contexte

La contribution des organismes de contrôle prend en général d'abord la forme de contrôles réglementaires. Cette mission répond à une volonté de l'Etat de déléguer des missions de prévention, d'inspection de contrôle sur des éléments très divers (produits, installations, infrastructures, environnement) dans le secteur public comme privé.

Les organismes de contrôle proposent aujourd'hui, pour la plupart, une gamme étendue de formations (Qualité, hygiène, sécurité et Environnement) et ce, dans divers secteurs d'activité.

Les organismes de contrôle doivent disposer d'accréditations pour exercer leurs métiers. Elles sont soumises à des audits réguliers portant sur leur système qualité (indépendance, impartialité, fonctionnement...) et sur leurs compétences techniques. En France, l'accréditation est délivrée par le COFRAC (Comité français d'accréditation).

### Principal organisme

La **COPREC** (Confédération des Organismes indépendants tierce partie de Prévention, de Contrôle et d'Inspection) représente les organismes de contrôle tierce partie indépendante incluant les missions

d'évaluation de conformité, de contrôle technique, de conseil prévention dans les domaines comme la qualité, l'hygiène, la sécurité et l'environnement. Elle assure l'organisation, la défense et la promotion de la profession auprès de l'administration, des pouvoirs publics, des décideurs économiques et d'autres organismes professionnels, notamment syndicats ou associatifs.

**OPCA** : des services de l'automobile et de la mobilité : *ANFA*

## 7) Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses

### Périmètre INSEE

- l'intermédiation en fonds de commerce, c'est-à-dire l'organisation de l'achat ou de la vente de petits et moyens fonds de commerce, y compris de cabinets de professions libérales, à l'exclusion toutefois du courtage immobilier
- le courtage de brevets (organisation de l'achat et de la vente de brevets)
- les activités d'expertise autres que celles ayant trait à l'immobilier et à l'assurance (antiquités, bijoux, etc.)
- la vérification de factures et l'information sur les tarifs de transport
- les activités concernant les prévisions météorologiques
- les services de conseil en sécurité
- les services de conseil en agronomie
- les services de conseil en environnement
- les autres services de conseil technique
- les activités des consultants autres que les consultants en architecture, ingénierie et gestion
- les activités exercées par des agents ou des agences pour le compte de particuliers et consistant habituellement à leur obtenir un engagement dans des films, des productions théâtrales, d'autres spectacles ou des manifestations sportives et à placer des livres, des pièces de théâtre, des œuvres d'art, des photos, etc., chez des éditeurs, des producteurs, etc.

### Contexte

Secteurs aux activités variés, certaines se rattachent à l'ingénierie et études techniques. Une partie des activités se retrouvent dans <http://www.syntec-ingenierie.fr>

## Le gardiennage - nettoyage

En 2014, les activités de sécurité et de nettoyage emploient 31 700 salariés en Nouvelle-Aquitaine. Les salariés sont plus nombreux dans les activités de nettoyage (24 200), principalement dans le nettoyage courant des bâtiments (NAF 8121Z) qui rassemble un peu plus de 14 500 salariés. La sécurité privée (NAF 8010Z) emploie 6 850 salariés dans la région.

71 % des établissements ne comptent aucun salarié, ce taux est identique à celui de l'ensemble de l'économie de Nouvelle-Aquitaine.

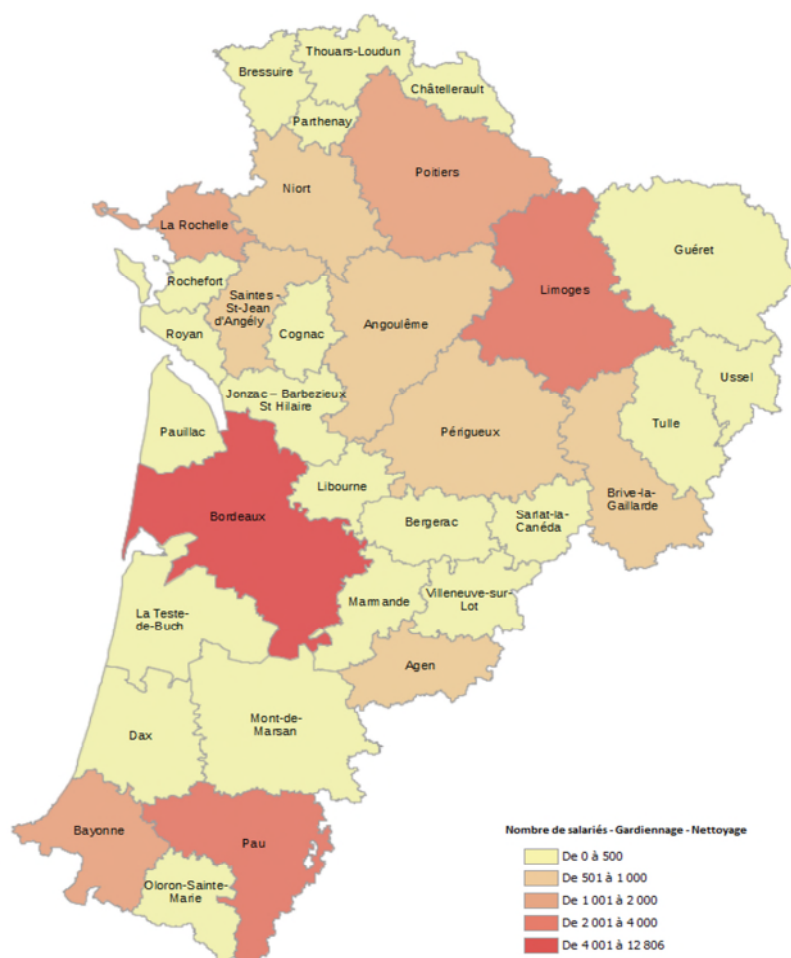


Code NAF	Libellé NAF	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
8010Z	Activités de sécurité privée	534	6 846
8020Z	Activités liées aux systèmes de sécurité	163	632
<b>80 - Sécurité</b>		<b>697</b>	<b>7 478</b>
8110Z	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments	4 483	2360
8121Z	Nettoyage courant des bâtiments	3 371	14 515
8122Z	Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	745	6 200
8129A	Désinfection, désinsectisation, dératisation	253	781
8129B	Autres activités de nettoyage n.c.a.	387	371
<b>81 - Services de nettoyages relatifs aux bâtiments</b>		<b>9 239</b>	<b>24 227</b>
<b>Gardiennage - Nettoyage</b>		<b>9 936</b>	<b>31 705</b>

Source : Insee – CLAP 2014

### Répartition de l'emploi salarié par zone d'emploi

(Insee – CLAP 2014)

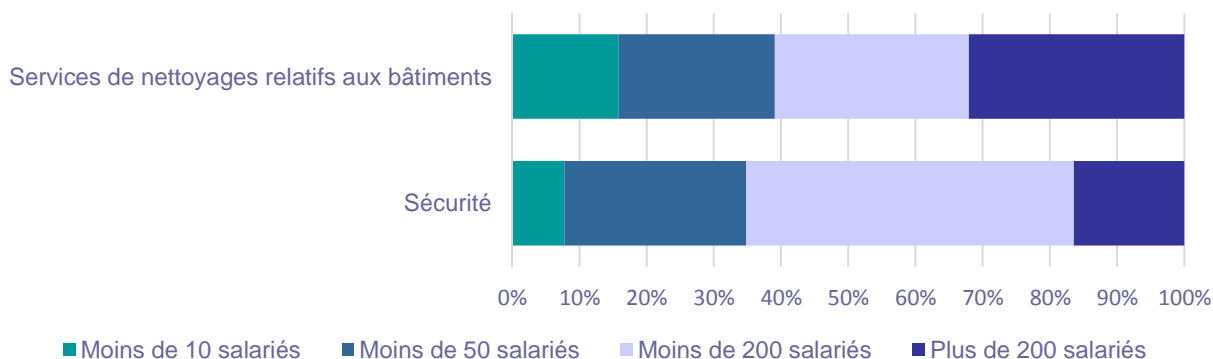


Un peu plus de 4 000 emplois de la **sécurité** se trouvent dans la zone d'emploi de Bordeaux et plus de 800 dans celle de Pau. Cette activité est surreprésentée dans ces deux zones qui affichent un indice de spécificité proche de 2.

La zone d'emploi de Bordeaux compte près de 8 800 salariés dans les activités de **nettoyage**, celle de Pau un peu plus de 2 900 et près de 1 800 salariés exercent dans la zone de Limoges. Le poids de ces activités est plus important dans la zone de Pau (indice de spécificité de 2) que dans l'ensemble de la région. Le GROUPE APR à Lons (64), qui compte entre 500 et 999 salariés, explique cet effectif élevé.

### Répartition des effectifs par taille d'établissement

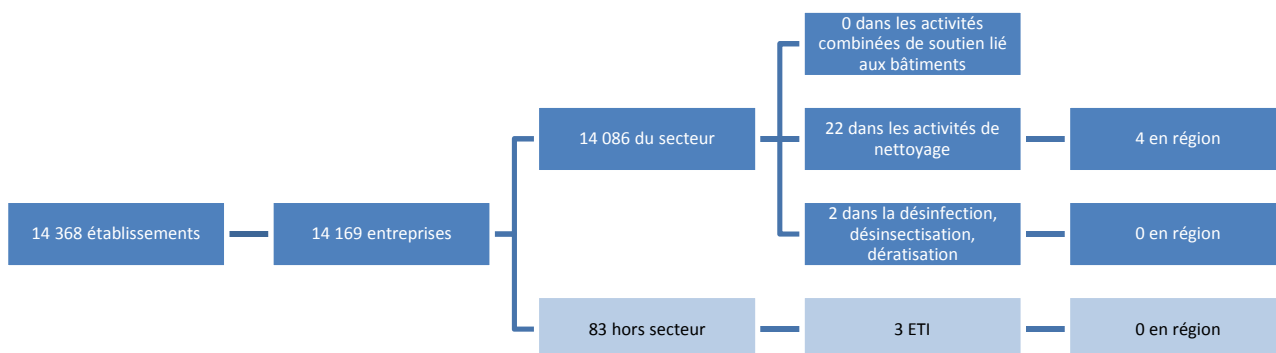
(Source: Insee - CLAP 2014)



## LES ACTIVITES DU NETTOYAGE

### Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017

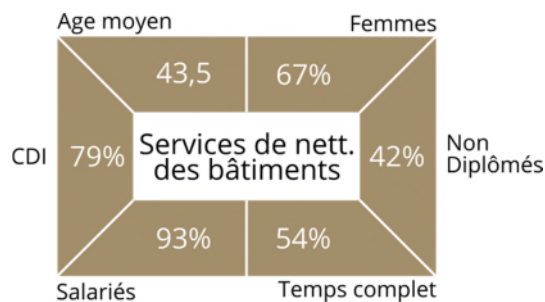


Parmi les 14 086 entreprises relevant du secteur gardiennage-nettoyage, 30 entreprises ont plus de 250 salariés, 6 entreprises ont des effectifs supérieurs à 10 000 salariés et 4 ETI ont leur siège social en Région (TFN Propreté Sud-Ouest et JCB Nettoyage en Aquitaine, Groupe APR en Pyrénées-Atlantiques et GSF Athéna en Vienne).

### Profil des professionnels

La profession de nettoyeur, avec 12 550 professionnels, est la plus présente dans les activités du nettoyage. Elle représente 58 % des emplois de ce domaine. Viennent ensuite les agents de service de la fonction publique (sauf écoles, hôpitaux) avec 5 % des actifs.

93 % des professionnels du nettoyage sont salariés. Le recours au temps partiel est très fréquent. 46 % des actifs exercent à temps partiel et ce taux atteint 52 % dans les activités de nettoyage courant des bâtiments (NAF 8121Z).



Les contrats de travail proposés sont majoritairement des CDI (79 %), on compte tout de même 11 % de personnes en contrat à durée déterminée.

Les deux tiers des professionnels sont des femmes. Elles sont davantage présentes dans le nettoyage courant des bâtiments (NAF 8121Z) (73 %).

Il s'agit d'un secteur âgé. Les deux tiers ont plus de 40 ans. La part des seniors atteint 34 % contre 29 % sur l'ensemble des secteurs en région.

Les postes d'ouvriers représentent 64 % des emplois. On compte très peu d'emplois de cadre (3 %).

Les professionnels de ce secteur sont peu diplômés. 42 % n'ont aucun diplôme et 35 % détiennent un CAP ou un BEP (niveau V).

### **Nettoyage courant des bâtiments / Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel**

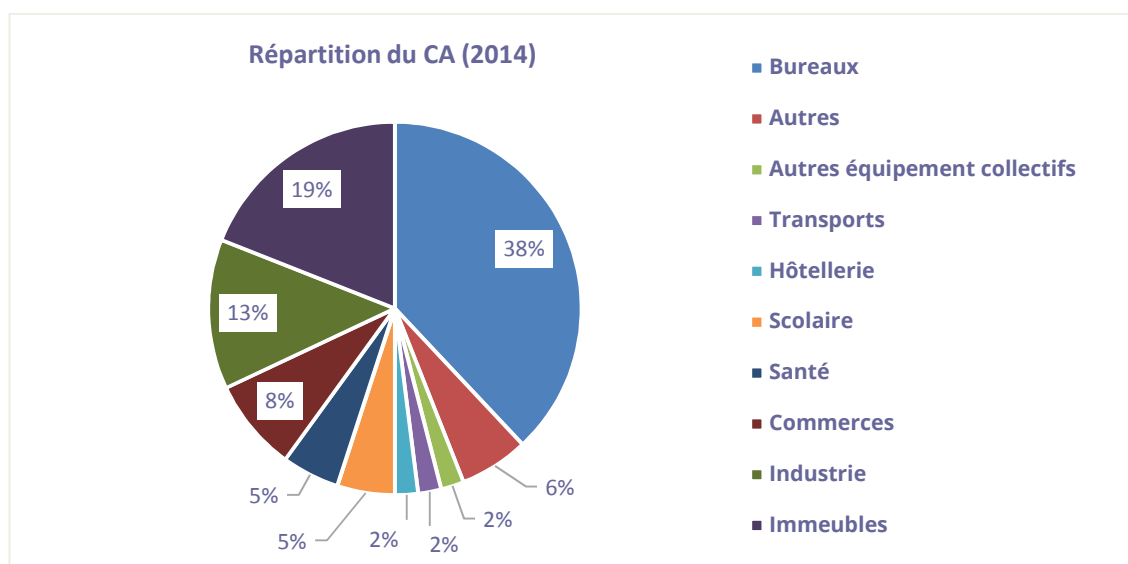
Le marché est segmenté en 3 grandes activités :

- **Le nettoyage classique** (80 %) : activités d'entretien courant, de rénovation ou de remise en état en milieu tertiaire (bureaux, locaux administratifs, commerciaux) et immobilier (habitations collectives publiques ou privés) ou de distribution (magasins, hypermarchés...)
- **Le nettoyage spécialisé** (15 %) : activités de nettoyage en milieux soumis à des normes spécifiques : la santé (hôpitaux, cliniques, maisons de retraite, salles d'opération, ...), l'industrie (agroalimentaire, pharmaceutique...), l'ultra-propreté (salles blanches et salles à empoûssièremment contrôlé), les matériels de transport en commun (ferroviaire, routier, aérien), la vitrerie en hauteur ;
- **Les services associés à la Propreté** (5 %) : élargissent l'offre commerciale vers des activités connexes comme les espaces verts, les travaux spécifiques de première maintenance immobilière ou encore le multiservice.

20 % de l'activité dépend de marchés publics.

La Convention Collective (article 7) permet au salarié de rester sur le chantier sur lequel il travaille lors d'un changement de prestataire. Il devient alors salarié du nouveau prestataire.

### Synthèse de l'étude de la FEP - 2017 « Chiffres clés et actions prioritaires »



### Convergences n° 73 – Décembre 2017

- L'industrie, la santé, les établissements scolaires et les transports sont plus fortement sources de chiffre d'affaires pour les grandes entreprises que pour les petites
- Les agents de service représentent 91 % des emplois
- 30 % des salariés sont de nationalités étrangères
- 54 % sont sans diplôme et 25 % ont un CAP
- La profession souffre d'un manque d'attractivité auprès des jeunes
- 36 % des salariés sont multi-employeurs
- Près de 80 % de contrats à temps partiel dont 41 % de moins de 16 heures ; avec les multi-employeurs, 36 % des salariés font 35 heures ou plus
- 80 % ont des horaires fixes
- 71 % ont un salaire mensuel inférieur à 900€ (ne tient pas compte du phénomène multi-employeur)
- Le nombre de stagiaires de la formation continue est en baisse mais le secteur a augmenté de 9 % ses contrats de professionnalisation
- Taux d'accès à la formation : 13 %

#### Principal organisme

*Fédération des Entreprises de Propreté et services associés (FEP)* : elle mène des études, participe à des groupes de travail interprofessionnels, définit la carte de la formation initiale avec les interlocuteurs institutionnels, défend les intérêts des entreprises auprès des groupements d'acheteurs, surveille l'évolution du secteur avec l'INSEE.

De nombreuses publications : chiffres clés, études, guide, etc.

#### OMPQ

L'*Observatoire des Métiers et des Qualifications de la Propreté et Services Associés* recueille et partage les informations sur les métiers, les qualifications et les formations, éclaire la prise de décision des élus et des entreprises par la mise à disposition de données homogènes et comparables au fil du temps, questionne les évolutions des besoins de la Branche.

Publications (dernière en 2015) : les commerciaux dans les entreprises de propreté, égalité homme/femme, contrat pro

#### Différents OPCA :

- OPCA Transports et Services : *présentation de la branche professionnelle*
- OPCALIA pour le nettoyage aéroportuaire : *présentation*

### **Les activités en désinfection, désinsectisation, dératisation**

#### Principal organisme

La *Chambre Syndicale Désinfection, Désinsectisation, Dératisation (CS3D)* réunit les principaux acteurs de l'hygiène antiparasitaire (protection contre les parasites et les nuisibles)

*Panorama de la branche (2014)*

**OPCA** : OPCALIA, *présentation de la branche professionnelle*

#### OPMQ rattaché à OPCALIA

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche 3D

### **Les activités combinées de soutien lié aux bâtiments : Les gardiens, concierges et employés d'immeuble**

Les gardiens, concierges et employés d'immeuble sont chargés d'assurer la garde, la surveillance et l'entretien – ou une partie de ces fonctions seulement – des immeubles ou ensembles immobiliers et de leurs abords et dépendances, qu'ils soient affectés à l'habitation ou à l'usage commercial, placés sous le régime de la copropriété ou donnés en location quel que soit le régime juridique de l'employeur.

#### **Contexte** (source : OPMQ)

- 65 % de femmes, 74 % des salariés ont plus de 45 ans, 95 % de salariés en CDI
- Opportunités : accroissement du nombre de personnes âgées dépendantes qui ont une volonté d'indépendance, intervention en complément des nouvelles technologies, croissance de la demande en matière de services accessibles depuis le domicile, accroissement de la demande sécuritaire
- Menaces : logement de fonction rarement prévu, externalisation des prestations, réduction du rôle d'alerte du gardien liée aux nouvelles technologies, impact négatif de l'augmentation des charges de copropriété sur l'avenir des postes

#### **OPCA** : AGEFOS PME

**OPMQ** rattachée à l'OPCA et la Commission paritaire nationale pour l'Emploi et la formation professionnelle de la branche professionnelle des Gardiens, concierges et employés d'Immeuble (CEGI) : Observatoire prospectif des métiers et des qualifications des gardiens, concierges et employés d'immeuble.

2 études publiées :

- *Étude prospective des métiers de gardiens d'immeubles* (2014)
- *Portrait statistique des entreprises et salariés, réalisé par le service* (2015)

## **LES ACTIVITES DE LA SECURITE**

Le secteur de la sécurité est un domaine très divers : produits et solutions de sécurité ou cyber sécurité, services de cyber sécurité, services privés ou publics de sécurité.

La nomenclature INSEE des services aux entreprises dans le domaine de la sécurité retient : les services de voitures blindées, de gardes du corps, de détecteurs de mensonges, de dactyloscopie (*empreinte digitale*), d'agents de sécurité ; la surveillance et la surveillance à distance de systèmes de sécurité et d'alarme électroniques tels que les dispositifs d'alarme antivol et d'alarme incendie, y compris leur installation et maintenance ; l'installation, la réparation, la réfection et l'adaptation de dispositifs de verrouillage mécaniques ou électroniques, de coffre-fort et des chambres fortes, avec, par la suite, leur surveillance ou surveillance à distance

Ne sont pas retenus par l'INSEE : les activités d'enquête ; l'installation de systèmes de sécurité et d'alarme électroniques, sans leur surveillance ultérieure ; la vente au détail de systèmes électriques de sécurité, dispositifs de verrouillage mécaniques ou électroniques, coffre-fort et chambres fortes en magasin spécialisé, sans services de surveillance, d'installation ou de maintenance ; les consultants en sécurité.

#### **Place de l'Etat et importances des obligations légales**

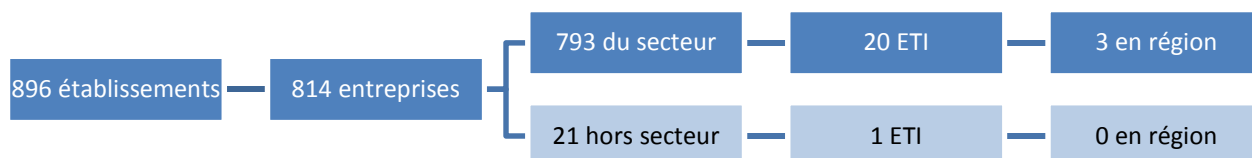
- L'Etat de par sa réglementation influence et impose des services de sécurité
- L'administration publique représente 20 à 25 % des clients des services privés de sécurité
- Un secteur encadré depuis 2011 par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité

Le *Conseil National des Activités Privées de Sécurité* (CNAPS) a été créé par une loi de 2011. Cet organisme composé de représentants de l'État et des entreprises de sécurité privée, est l'autorité unique en matière de régulation et de contrôle de la profession. Le CNAPS est chargé, au nom de l'État, de l'agrément et du contrôle des professionnels de la sécurité privée. La « Commission locale d'agrément et de contrôle » - CLAC (délégation territoriale du CNAPS), installée à Bordeaux délivre notamment:

- les autorisations ou agréments à exercer : l'autorisation d'exercer doit être demandée en cas de création d'entreprise et les exploitants individuels, les dirigeants, les gérants et les associés des entreprises de sécurité privées sont soumis à une procédure préalable d'agrément.
- les cartes professionnelles : Elle est obligatoire pour toute personne souhaitant exercer la (les) profession(s) d'agent privé de sécurité. Une autorisation préalable ou provisoire est nécessaire afin de pouvoir suivre une formation.

## Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017



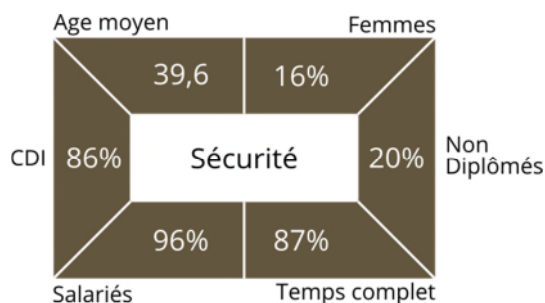
Parmi les 793 entreprises enregistrées dans le fichier Sirene, près de 90 % ont leur siège social en Nouvelle-Aquitaine.

Sur les 21 entreprises de plus de 250 salariés, 1 entreprise présente des effectifs supérieurs à 10 000 salariés et 3 entreprises de taille intermédiaire (ETI) ont leur siège social sur le territoire régional (Sécurité Protection et Lynx Sécurité en Gironde et Privilège Sécurité en Pyrénées-Atlantiques).

## Profil des professionnels

On compte une seule profession surreprésentée dans les activités liées à la sécurité, il s'agit des agents civils de sécurité et de surveillance qui rassemblent 62 % des effectifs de ce domaine.

- Les professionnels sont, à 96 %, des salariés.
- Le temps partiel est peu fréquent, seuls 13 % des actifs y ont recours. 86 % sont en emploi à durée indéterminée et 9 % sont en CDD.
- Il s'agit d'emplois peu féminisés. La part des femmes est de 16 % seulement dans ces activités. Les personnes en emploi dans ce secteur sont jeunes, les deux tiers ont moins de 45 ans.
- Les trois quarts des professionnels sont des employés, ce taux est nettement plus élevé que celui de l'ensemble des secteurs de la région (29 %). Le taux d'encadrement est, quant à lui, très faible (3 %).



- 40 % des professionnels de la sécurité détiennent un diplôme de niveau CAP-BEP (niveau V) et un sur cinq n'a pas de diplôme. La part des diplômés d'études supérieures est inférieure à la moyenne de l'ensemble des secteurs (15 % contre 34 %).

## Branche professionnelle, OPCA, observatoire, fédérations

Le *Conseil National des Activités Privées de Sécurité* (CNAPS) a été créé par une loi de 2011.

Le *Syndicat National des Entreprises de Sécurité* (SNES), défend les intérêts, représente, assure la promotion, du secteur des entreprises privées de Sécurité et Surveillance humaine.

L'*Union des entreprises de sécurité privée* (USP) est la principale organisation patronale.

**OPMQ** rattaché à l'USP :

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la prévention sécurité

Aucune publication trouvée

**OPCA** : OPCALIA, *présentation de la branche professionnelle*

Documents :

Les métiers de la sécurité privée en Nouvelle-Aquitaine (Cap Métier) ; Analyse du marché et des acteurs de la filière industrielle française de sécurité (PIPAME)

## Gestion des déchets

En 2014, 13 100 salariés exercent dans une entreprise de gestion des déchets de Nouvelle-Aquitaine. Parmi les 1 607 établissements présents en région dans ce domaine, 82 % comptent moins de 10 salariés, ce qui est faible par rapport au taux observé sur l'ensemble de l'économie régionale (95 %).

La filière compte quelques grands établissements. La moitié des établissements a pour activité principale la récupération de déchets triés (NAF 3832Z).

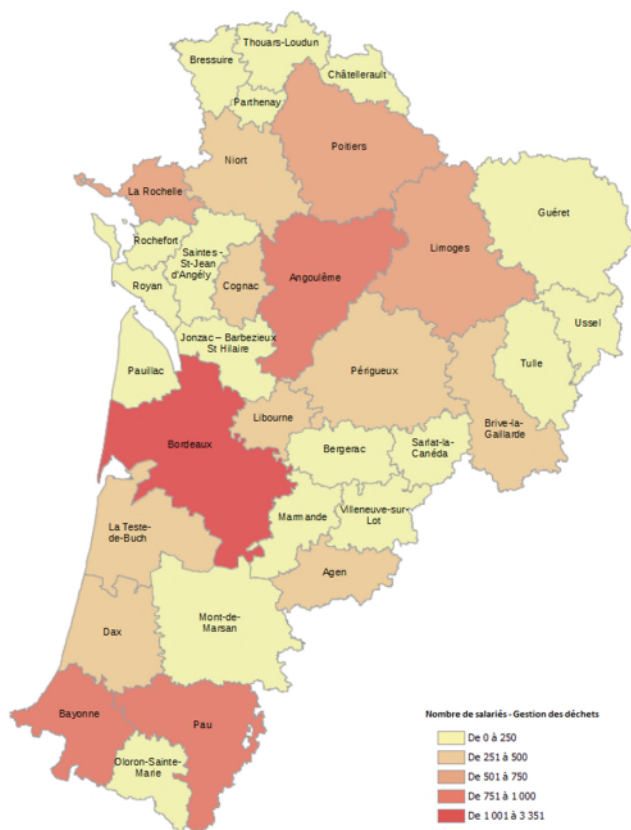
Code NAF	Libellé NAF	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
3700Z	Collecte et traitement des eaux usées	343	2 468
3811Z	Collecte des déchets non dangereux	266	6 874
3812Z	Collecte des déchets dangereux	29	204
3821Z	Traitement et élimination des déchets non dangereux	90	968
3822Z	Traitement et élimination des déchets dangereux	19	286
3832Z	Récupération de déchets triés	835	2 082
3900Z	Dépollution et autres services de gestion des déchets	25	223
<b>Gestion des déchets</b>		<b>1 607</b>	<b>13 105</b>

Source : Insee – CLAP 2014

Plus de la moitié des salariés sont recensés dans les activités de collecte des déchets non dangereux (NAF 3811Z). La collecte et le traitement des eaux usées (NAF 3700Z) ainsi que la récupération de déchets triés (NAF 3832Z) comptent respectivement près de 2 500 et près de 2 100 salariés.

### Répartition de l'emploi salarié par zone d'emploi

(Insee – CLAP 2014)



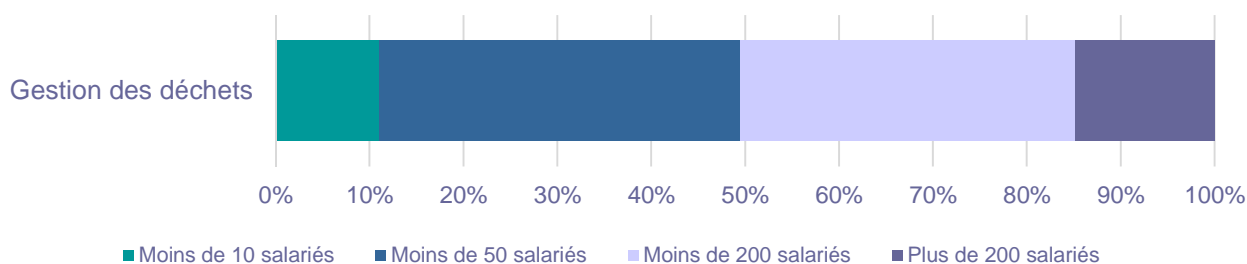
26 % des emplois (soit 3 350) de la filière sont localisés dans la zone d'emploi de Bordeaux. Les zones de Pau, Bayonne et Angoulême comptent entre 750 et 1 000 salariés (entre 6 % et 7 % des salariés de la filière).

Le principal employeur, comptabilisant plus de 500 salariés, se situe à Bordeaux, il s'agit de « Bordeaux Métropole – Déchets ménagers et assimilés » recensé dans la collecte de déchets non dangereux (NAF 3811Z).

Cette activité est surreprésentée dans la zone d'emploi de Libourne. La société SMICVAL LIBOURNAIS HAUTE GIRONDE à Saint Denis de Pile (33) qui emploie plus de 200 salariés explique cette spécificité sur le territoire.

### Répartition des effectifs par taille d'établissement

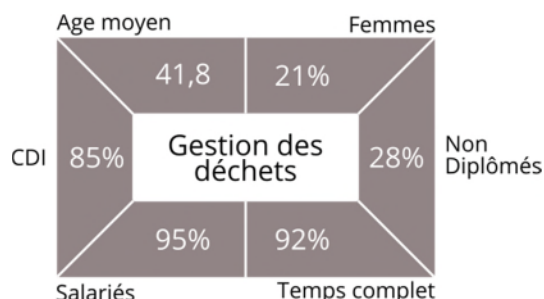
(Source: Insee - CLAP 2014)





## Profil des professionnels

Trois professions recensent plus de 1 000 personnes en emploi dans la gestion des déchets. Les ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets sont les plus nombreux, avec 1 700 actifs occupés, ils représentent 14 % des emplois de la filière. Viennent ensuite les conducteurs de véhicule de ramassage des ordures ménagères (10 %) et enfin les conducteurs routiers et grands routiers salariés (8 %). Ces derniers sont également très présents dans le secteur du transport-logistique.



95 % des professionnels sont salariés. 85 % sont en contrat à durée indéterminée, ce taux est de 72 % pour l'ensemble de l'économie régionale, et 7 % ont un emploi à durée déterminée. Les postes à temps complet prédominent dans ce secteur (92 %).

Les femmes sont peu présentes dans ces activités. Elles représentent 21 % des effectifs. Elles sont un peu plus représentées dans la collecte et traitement des eaux usées (26 %).

Il s'agit d'un secteur qui emploie peu de jeunes (5 % de moins de 25 ans) et peu de seniors (25 %) par rapport à l'ensemble de l'économie.

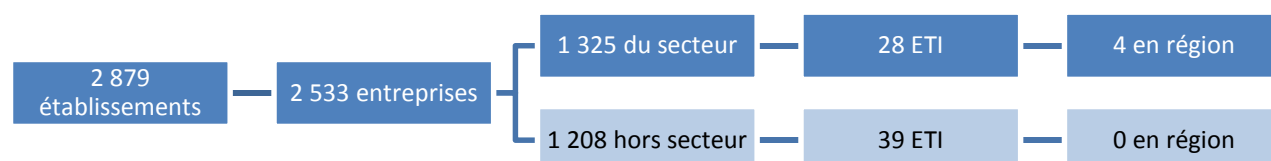
On recense plus de 6 700 ouvriers dans ces activités, soit 56 % de l'ensemble des professionnels. Leur part atteint 60 % dans la collecte des déchets non dangereux (NAF 3811Z). Le taux d'encadrement est faible dans cette filière. On note une part importante d'artisans dans la récupération de déchets triés (3832Z).

Le niveau de diplôme des professionnels de cette filière est plus faible que celui de l'ensemble de l'économie. 28 % des actifs n'ont pas de diplôme (contre 16 % tous secteurs) et 37 % sont diplômés d'un CAP ou BEP (29 % tous secteurs).

## Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017

Le fichier SIRENE répertorie 2 879 établissements pour 1325 entreprises relevant du secteur de la gestion des déchets en Région. Parmi les 2533 entreprises ayant un établissement dans ce secteur, 50 % ont leur siège social sur le territoire régional et près de 60 % dépendent de collectivités publiques. Ce secteur se caractérise par la présence de nombreuses entités de grands groupes (national ou multinational).



Les entreprises privées de plus de 250 salariés sont aux nombres de 28 à exercer leurs activités en Nouvelle-Aquitaine. Seules 4 ont des sièges sociaux en Région. Parmi ces 28 entreprises, près de 60 % sont des filiales ou entités des groupes Suez Environnement et Veolia.

## Différents concepts

### Les concepts de responsabilité sociétale des entreprises et d'économie circulaire

Ces deux notions ont pour objectif d'intégrer les questions de développement durable dans l'entreprise (RSE) ou dans un secteur d'activité (économie circulaire). Ces notions sont promues par le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, la DREAL et l'ADEME.

- **La Responsabilité sociétale des entreprises (RSE)**

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est un « concept dans lequel les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales, et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes sur une base volontaire ». Seules les sociétés cotées en bourse ont une obligation de faire apparaître dans leur rapport annuel ces informations mais aucune obligation méthodologique n'existe et aucune responsabilité ne peut être retenue envers ces informations.

Il existe une norme ISO (ISO 26000) qui offre un guide aux entreprises pour la prise en charge des responsabilités sociétales.

<http://www.strategie.gouv.fr/plateforme-rse>

Une plateforme dédiée à la responsabilité sociétale des entreprises a été installée en juin 2013 par le premier ministre : il s'agit d'un groupe de travail permanent de France Stratégie dédiée au dialogue, à la concertation et à la construction de propositions.

- **L'économie circulaire**

L'économie circulaire « vise à dépasser le modèle économique linéaire (extraire, fabriquer, consommer et jeter) en appelant à une consommation sobre et responsable des ressources naturelles et des matières premières primaires ainsi que, par ordre de priorité, à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des produits, et, suivant la hiérarchie des modes de traitement des déchets, à une réutilisation, à un recyclage ou, à défaut, à une valorisation des déchets. » - loi du 18 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Cette loi fixe de grands objectifs. Afin d'encourager les industriels et acteurs économiques à développer de nouveaux modèles basés sur l'économie circulaire, les ministères chargés de l'environnement et de l'industrie ont mis en place un dispositif basé sur le volontariat des entrepreneurs : les industriels et acteurs économiques proposent aux pouvoirs publics, pour un secteur ou une activité précise, d'accélérer la transition vers l'économie circulaire, en identifiant les freins qu'ils ressentent et les moyens de les lever. Industriels et pouvoirs publics prennent alors des engagements contractuels réciproques, qui peuvent être générateurs d'avancées significatives en termes de protection de l'environnement et de développement économique.

Le secteur de la gestion des déchets intègre pleinement l'économie circulaire. France stratégie estime à 25 000 nouveaux emplois à l'horizon 2025 en France dans ce secteur.

<http://www.institut-economie-circulaire.fr/>

Organisme ayant pour objectifs le dialogue entre acteurs, l'anticipation des enjeux, l'identification des freins, la proposition de leviers adaptés, la mise en réseau des membres de l'Institut, ou encore la préparation du travail sur les évolutions législatives, réglementaires et fiscales.

## Le cadre réglementaire et ses acteurs

La réglementation européenne et française (retranscrit notamment dans le **Code de l'environnement**) définit le terme de « **gestion des déchets** ». Il englobe, toute activité participant à l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final. Elle inclut notamment les activités de collecte, transport, négoce, courtage, et traitement – valorisation ou élimination – des déchets. Chacune de ces activités est encadrée par le Code de l'environnement.

Au niveau national, la priorité est la **prévention et la réduction des déchets**. Ceci passe notamment par le **programme national de prévention des déchets 2014-2020** qui fixe des objectifs (ex : stabilisation au minimum de la production de déchets des activités économiques d'ici à 2020) et la promotion du concept d'économie circulaire.

Au niveau régional et départemental, cette priorité se transcrit par différents plans ou schéma qui sont des outils de définition, d'animation et de pilotage des politiques locales. Cette planification est de la responsabilité du Conseil régional ou du Conseil départemental avec l'appui de l'ADEME et de la DREAL.

- Le **plan de prévention et de gestion des déchets dangereux** (PPGDD), placé sous la responsabilité du président du Conseil régional. Il a pour objectif de coordonner l'ensemble des actions entreprises tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés en vue d'assurer la réalisation des objectifs de la politique nationale de prévention et de gestion des déchets.
- le **Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires** (SRADDET), document stratégique transversal prescriptif faisant évoluer l'ancien SRADT (Schéma Régional d'Aménagement et d'Égalité des territoires). Le SRADDET intègre de nombreux documents de planification sectoriels préexistants et confère un rôle prééminent à la région en matière de planification : il fixe les objectifs de moyen et long termes sur le territoire de la région notamment en matière de prévention et de gestion des déchets. Le SRADDET doit être approuvé avant le 1er janvier 2019 par le Conseil régional.
- le **plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux** (PPGDND) ainsi qu'un **plan de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP** (PPGDBTP), tous deux placés sous la responsabilité du président du Conseil départemental.

La réglementation a également posé le principe de **responsabilités du producteur de déchets** : tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. La réglementation, considérant que la responsabilité du producteur de déchet débute avant que le déchet ne soit produit, a instauré le régime de la **responsabilité élargie des producteurs** (REP). Cette responsabilité élargie des producteurs permet notamment de demander au producteur d'un produit différentes mesures visant à : concevoir un produit en limitant ses impacts sur l'environnement, réduire les déchets subsistant après son utilisation, à prendre en charge sa gestion ou informer le public sur les conditions de réemploi ou de recyclage du produit.

## Branche professionnelle, OPCA, observatoire, fédérations

- **Collecte et traitement des eaux usées**

**Remarque** : En France, les services d'eau et d'assainissement sont des services publics. Ce sont les collectivités locales qui sont responsables de leur organisation. Elles peuvent choisir de gérer elle-même ces services (la plupart du temps en régie) ou bien de faire appel au savoir-faire des entreprises de l'eau, sous la forme de délégation de service public dans la grande majorité des cas.

**Principal organisme :**

<http://www.fp2e.org/>

La Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau regroupe la quasi-totalité des entreprises privées assurant la gestion des services d'eau et d'assainissement en France.

Publication d'une lettre d'info et étude annuelle

<http://www.fp2e.org/publication/etudes-et-informations/etude-bipe-2015>

**OPMQ** rattaché à la FP2E :

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications des entreprises des services d'eau et d'assainissement.

Très peu de publication mais 2 études disponibles datant de 2010 :

- Les principaux indicateurs de diversité en 2010 au sein des entreprises de l'eau
- Les opérateurs privés des services d'eau et d'assainissement, les métiers et la multiplicité de compétences

**OPCA** : OPCALIA

<http://www.opcalia.com/qui-sommes-nous/opcalia/branches-adherentes-interprofession/services-de-leau/>

- **Collecte des déchets non dangereux / Collecte des déchets dangereux / Traitement et élimination des déchets non dangereux / Traitement et élimination des déchets dangereux / Récupération de déchets triés / Dépollution et autres services de gestion des déchets / + NAF 8122Z : Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel**

**Principaux organismes :**

<http://www.fnade.org>

La Fédération Nationale des Activités de la Dépollution et de l'Environnement, est l'organisation professionnelle représentative des industriels de l'environnement. Elle regroupe les prestataires de services, les constructeurs, les bureaux d'étude et les fabricants de matériels qui exercent dans le domaine de la gestion des déchets ou de la dépollution des sols. Les 8 syndicats rassemblés au sein de la FNADE représentent l'ensemble de la filière déchets, en couvrant toutes les activités du secteur, de la collecte à la valorisation et à l'élimination, pour tous les types de déchets.

De nombreuses publications pro. : newsletter, fiche technique, plaquette et statistiques annuelles

[http://www.fnade.org/ressources/\\_pdf/1/1054-statistiques-2015-VF.pdf](http://www.fnade.org/ressources/_pdf/1/1054-statistiques-2015-VF.pdf)

<http://www.fnsa-vanid.org>

La Fédération Nationale des Syndicats de l'assainissement et de la Maintenance Industrielle regroupe cinq syndicats nationaux et une association professionnelle qui représentent les grandes familles des métiers de l'assainissement et de la maintenance industrielle. La FNSA a progressivement intégré des activités connexes regroupées dans plusieurs syndicats professionnels : la collecte des déchets liquides dangereux et des DDQD (SNCDL), les prestations en assainissement (SNEA), les matériels d'assainissement (SYFFA),

Convergences n° 73 – Décembre 2017

le contrôle de réseaux et l'inspection télévisée (SYNCRA), le lavage intérieur de citernes (APLICA), les bureaux d'études en assainissement (SYNABA).

Présentation des métiers et formations. Propose également une attestation de compétence et de qualité.

**OPMQ** rattaché à la FNADE :

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications des activités du déchet

Aucune publication trouvée

**OPMQ** rattaché à la FNSA :

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de l'assainissement et de la maintenance industrielle

Aucune publication trouvée

**OPCA:** OPCALIA

<http://www.opcalia.com/qui-sommes-nous/opcalia/branches-adherentes-interprofession/activites-du-dechet/>

<http://www.opcalia.com/qui-sommes-nous/opcalia/branches-adherentes-interprofession/assainissement/>

## Immobilier - Intérim

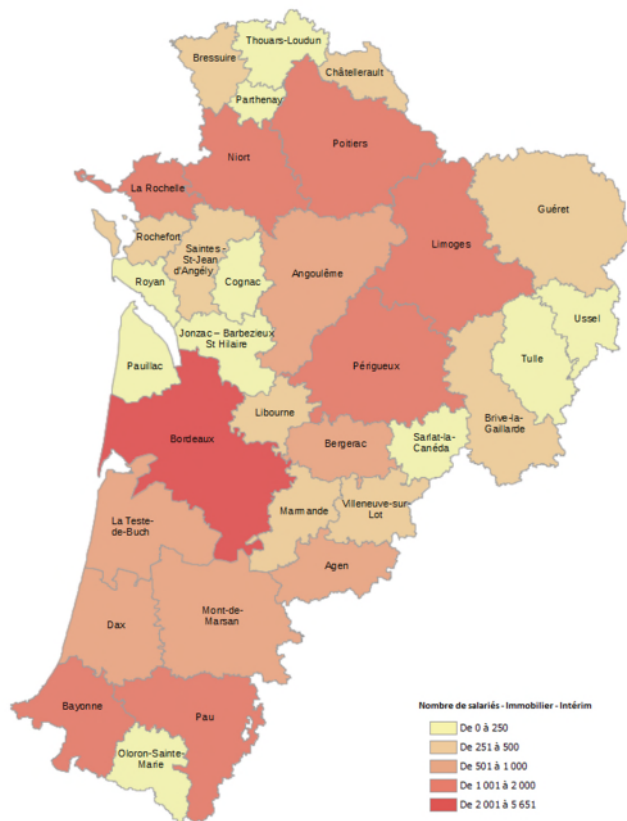
En 2014, 3 540 salariés exercent dans un des 27 069 établissements des **activités immobilières** en Nouvelle-Aquitaine. 97 % de ces établissements n'emploient aucun salarié.

Les **activités de mise à disposition de main d'œuvre** comptent 11 691 salariés, exerçant majoritairement dans les activités d'autre mise à disposition de ressources humaines (NAF 7830Z). Seuls 24 % des 2 078 établissements sont sans salarié, 63 % comptent entre 1 et 10 salariés, contre 23 % pour l'ensemble de l'économie régionale.

Code NAF	Libellé NAF	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
6820B	Location de terrains et d'autres biens immobiliers	26 024	1 730
6832A	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	941	1 774
6832B	Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier	104	36
<b>68 - Immobilier</b>		<b>27 069</b>	<b>3 540</b>
7810Z	Activités des agences de placement de main-d'œuvre	90	767
7820Z	Activités des agences de travail temporaire	846	1 979
7830Z	Autre mise à disposition de ressources humaines	1 142	8 945
<b>78 – Mise à disposition de main d'œuvre</b>		<b>2 078</b>	<b>11 691</b>
8559A	Formation continue d'adultes	3 674	9 031
<b>85 – Formation</b>		<b>3 474</b>	<b>9 031</b>
<b>Immobilier - Intérim</b>		<b>32 821</b>	<b>24 262</b>

Source : Insee – CLAP 2014

Répartition de l'emploi salarié par zone d'emploi  
(Insee – CLAP 2014)



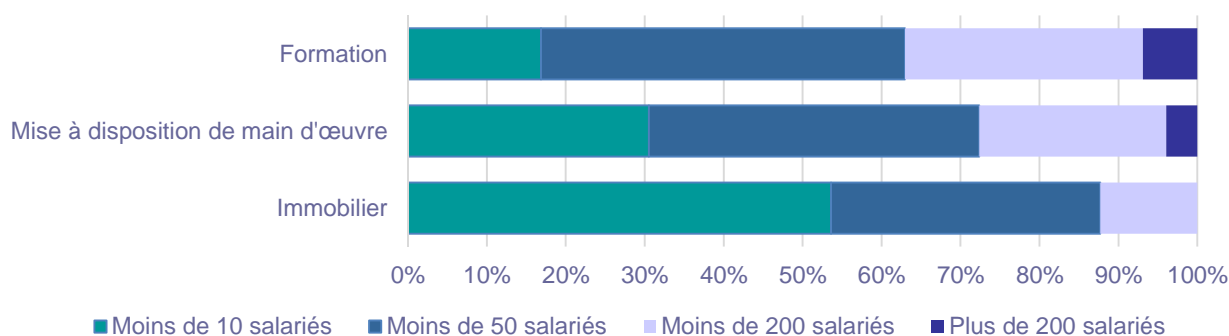
Dans les **activités immobilières**, la zone d'emploi de Bordeaux compte près de 1 300 salariés. La zone de Bayonne arrive en deuxième position avec 400 salariés dans l'immobilier. Cette activité est surreprésentée dans cette zone d'emploi (indice de spécificité égal à 2,1).

Les **activités de mise à disposition de main d'œuvre** sont présentes sur l'ensemble du territoire, on note toutefois des effectifs plus importants dans la zone d'emploi de Bordeaux (près de 2 100 salariés) ou encore dans celle de Niort (un peu plus de 1 000 salariés). Ce secteur est spécifique dans la zone de Bergerac (3,2).

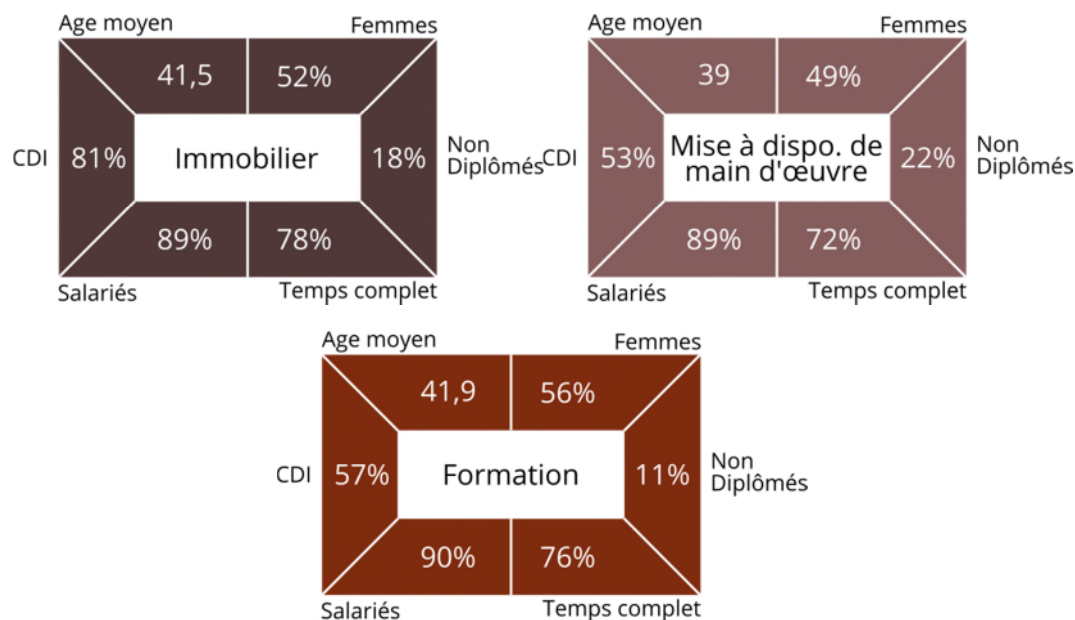
25 % des salariés de la **formation continue d'adultes** exercent dans la zone de Bordeaux (2 300 salariés). Les zones de Limoges, Poitiers et Périgueux rassemblent entre 8 % et 10 % des salariés. Cette activité affiche un indice de spécificité élevé dans les zones d'emploi de Parthenay et de Périgueux (2,5 et 2,2).

Répartition des effectifs par taille d'établissement

(Source: Insee - CLAP 2014)



## Profil des professionnels



Plusieurs professions rassemblent entre 350 et 400 actifs dans les activités de l'**immobilier**, on trouve notamment les agents immobiliers indépendants, les employés administratifs divers d'entreprises, les concierges, gardiens d'immeubles ou encore les techniciens commerciaux et technico-commerciaux, représentants auprès de particuliers (hors banque, assurance, informatique). Ces professions ne sont pas spécifiques à l'immobilier et sont présentes dans de nombreux secteurs d'activités.

89 % des professionnels sont salariés. 22 % exercent leur activité à temps partiel. La part des personnes en contrat à durée indéterminée est supérieure à la moyenne de l'ensemble des secteurs (81 % contre 72 %).

Les femmes sont majoritaires dans les activités immobilières (52 %). Elles sont plus présentes dans l'administration d'immeubles et autres biens immobiliers (NAF 6832A) où leur part atteint 63 %.

On compte 21 % de jeunes de moins de 30 ans, ce qui est supérieur à la moyenne (18 %) mais également davantage de seniors (31 % contre 29 %).

Les employés représentent 34 % des actifs en emploi (29 % en moyenne tous secteurs). Les cadres sont moins présents, ils affichent un taux de 10 %.

Le niveau de diplôme de ces professionnels est similaire à celui observé sur l'ensemble des secteurs. 31 % ont un diplôme d'études supérieures, ce taux grimpe à 39 % dans l'administration d'immeubles et autres biens immobiliers (NAF 6832A).

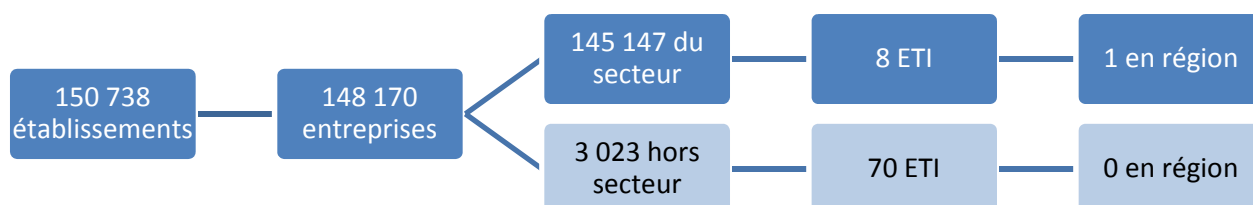
## IMMOBILIER

Au sens de l'INSEE :

- la location et l'exploitation d'immeubles non résidentiels (bureaux, espaces commerciaux, halls d'exposition, salle de conférence, de réception ou de réunion, installations d'entreposage en libre-service, etc.)
- la location de terres et terrains, notamment à usage agricole
- l'administration de biens immobiliers résidentiels pour compte de tiers
- l'administration de biens immobiliers en multipropriété pour compte de tiers
- l'administration de biens immobiliers non résidentiels pour compte de tiers
- l'activité des unités non-productives gestionnaires d'un patrimoine immobilier ne pouvant être rattachées à aucune des classes de la nomenclature

## Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017



Le fichier SIRENE donne 145 147 entreprises relevant spécifiquement du secteur de l'immobilier (dont 8 de plus de 250 salariés), réparties de la manière suivante :

- Location de terrains et d'autres biens immobiliers : 140 553 entreprises dont 2 de plus de 250 salariés
- Administration d'immeubles et autres biens immobiliers : 4 306 entreprises dont 6 de plus de 250 salariés
- Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier : 288 entreprises

### Contexte :

L'activité de location et l'exploitation d'immeubles non résidentiels sont notamment liées aux zones d'activités économiques (ZAE) dont la compétence a été transférée aux intercommunalités depuis la loi NOTRe.

Les ZAE n'ont pas de définition légale : on peut considérer qu'une zone d'activité économique est un espace aménagé selon une démarche volontariste par un agent économique (privé ou public) en vue d'être commercialisé (vendu ou loué) à des entreprises (secteur marchand) ou à des organismes (secteur non marchand), afin que ceux-ci puissent exercer leur activité économique. La vocation d'une zone d'activité économique est d'accueillir des activités industrielles, artisanales, commerciales et tertiaires.

### De nombreux organismes représentatifs

- Conseil National de la Transaction et de la Gestion Immobilières

Le CNTGI a pour mission de veiller au maintien et à la promotion des principes de moralité, de probité et de compétence nécessaires au bon accomplissement des activités des professionnels de l'immobilier.

- Commission Paritaire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de l'Immobilier

La CEFI a pour objet d'examiner les objectifs et les priorités des organismes signataires en matière de formation professionnelle, de formuler à cet effet toutes observations et propositions utiles et de suivre l'application des accords conclus en ce domaine

- Premier Syndicat Français de l'Immobilier

Défense des intérêts de ses adhérents : agents immobiliers, administrateurs de biens, syndics de copropriétés, experts en évaluation immobilière.

- Union des Syndicats de l'Immobilier

Au service de ses membres professionnels de l'immobilier : gérants d'immeubles, agents immobiliers, syndics de copropriété, marchands de biens et experts immobiliers.



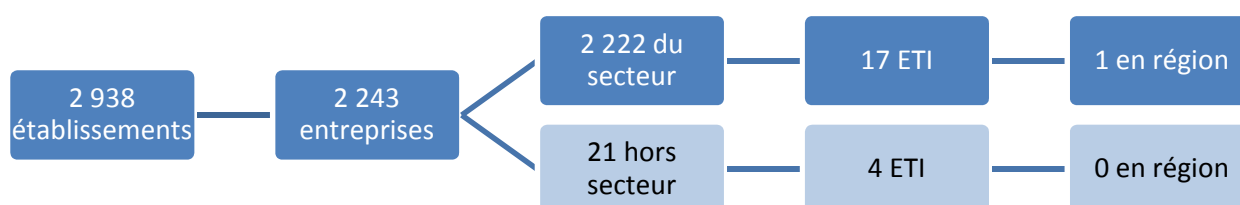
**OPCA** : AGEFOS PME

**OPMQ** : Observatoire prospectif des métiers et des qualifications de l'immobilier, piloté par la Commission paritaire nationale de l'Emploi et de la Formation professionnelle (CEFI) et animé par AGEFOS-PME

## MISE A DISPOSITION DE MAIN D'ŒUVRE

### Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017



Le fichier SIRENE donne 2 222 entreprises relevant du secteur de la mise à disposition de main d'œuvre dont 17 entreprises de plus de 250 salariés, réparties de la manière suivante :

- Activités des agences de placement de main-d'œuvre : 83 entreprises dont 1 de plus de 250 salariés (siège social hors Nouvelle-Aquitaine)
- Activités des agences de travail temporaire : 477 entreprises dont 10 de plus de 250 salariés (sièges sociaux hors Nouvelle-Aquitaine)
- Autre mise à disposition de ressources humaines : 1662 entreprises dont 6 entreprises (1 à son siège social en Nouvelle-Aquitaine : GIE Couleurs Mutuelles en Deux-Sèvres)

#### Contexte :

L'élargissement des prérogatives des entreprises de travail temporaire – avec notamment l'ouverture au placement en CDD et CDI – a initié dès 2005 une évolution du paysage des agences d'emploi. La crise de 2008, qui a vu la situation se tendre sur le front de l'emploi a accéléré cette transition. Les agences d'emploi ont dû s'adapter à la baisse du volume d'activité et l'exigence d'entreprises utilisatrices en attente de salariés intérimaires toujours plus qualifiés et immédiatement opérationnels.

Aujourd'hui l'accent est mis sur l'accompagnement et la formation des salariés intérimaires, le CDI intérimaire prend de l'ampleur, les fonctions support peuvent être mutualisées ou externalisées, quelques agences implantent une petite équipe au sein de l'entreprise utilisatrice, la dématérialisation des échanges modifie les relations entre les individus.

Le métier évolue au gré des stratégies des agences d'emploi. Certaines se concentrent sur un marché de niche et voient leur enjeu se déplacer vers le sourcing et le recrutement ; d'autres optent pour l'hyper-spécialisation sur une expertise ou vont miser sur la diversification.

## Principaux organismes représentatifs

Prism'emploi

*Prism'emploi* - Professionnels du recrutement et de l'intérim - est l'organisation professionnelle, qui regroupe plus de 600 entreprises de toutes tailles, présentes sur l'ensemble du territoire grâce à leurs 7250 agences d'emploi.

Publication : rapport économique et social 2015

**Observatoire** : <http://observatoire-interim-recrutement.fr/connaitre-les-permanents/>

Publication : étude des métiers des permanents des agences d'emploi 2015

Synthèse :

6 métiers socles : chargé de recrutement, commercial, consultant, responsable d'agence, chargé d'accueil et chargé de gestion

– Profil des agences :

- Selon la taille d'agence : les agences hébergées (1 ou 2 responsable travaillant pour un client unique), petites agence (2/3 personnes), moyennes agences (4/5 personne) et les grandes agences
- Selon l'ouverture au public : la dématérialisation a déplacé la relation avec les intérimaires et les candidats, l'accueil physique est limité à quelques heures dans la journée ou quelques jours, l'accueil téléphonique
- Selon leur degré de spécialisation

– Caractéristiques du marché : de grands volumes à la demande unitaire, de 1 client à plusieurs, important effet saisonnier

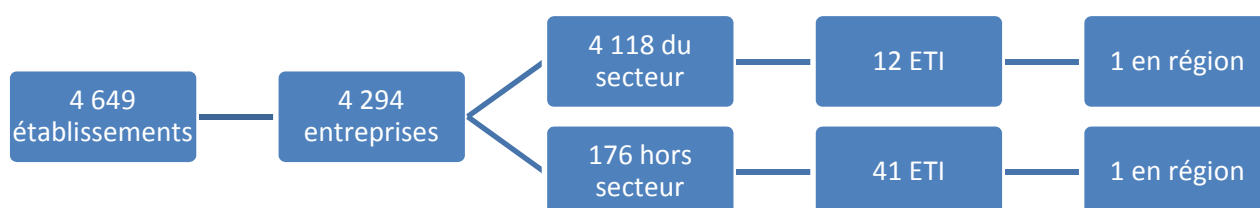
**OPCA** : FAF TT

## Formation

Pour le secteur de la formation d'adultes, cf. l'ARFTLV qui actualise actuellement le tableau de bord du COT « métiers de la formation » à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine.

## Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017



Le fichier SIRENE donne 4 118 entreprises relevant du secteur de la formation dont 12 entreprises de plus de 250 salariés. Parmi ces 12 entreprises, 1 a son siège social en Aquitaine.

### Principal organisme

<http://www.ffp.org/>

Organisation professionnelle représentative des organismes privés de formation, membre du MEDEF, de la CGPME, de la Fédération SYNTEC et du Groupement des Professions de Services (GPS), la Fédération de la Formation Professionnelle (FFP) est née en 1991 de la fusion des trois syndicats Unorf, CNS-For et Syntec Formation.

Observatoire prospectif des métiers et des qualifications des organismes de formation

**OPCA** : AGEFOS PME / OPCALIA

## Location – location-bail

Près de 6 900 salariés exercent dans les activités de location – location-bail en 2014 en Nouvelle-Aquitaine. Les 2 368 établissements recensés sont essentiellement de petite taille. On compte 62 % d'établissements sans salarié et 32 % d'établissements de 1 à 9 salariés, contre 23 % pour l'ensemble de l'économie régionale. Les trois établissements les plus grands de cette filière comptent entre 100 et 199 salariés.

Code NAF	Libellé NAF	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
7711A	Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	340	805
7711B	Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers	22	34
7712Z	Location et location-bail de camions	150	542
7721Z	Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport	336	150
7729Z	Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	356	2 478
7731Z	Location et location-bail de machines et équipements agricoles	258	139
7732Z	Location et loc.-bail de machines et équipements pour la construction	372	1 700
7733Z	Location et loc.-bail de machines de bureau et de matériel informatique	22	112
7734Z	Location et location-bail de matériels de transport par eau	24	0
7735Z	Location et location-bail de matériels de transport aérien	27	2
7739Z	Loc. et loc.-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	348	853
7740Z	Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright	113	79
<b>Location – location bail</b>		<b>2 368</b>	<b>6 894</b>

Source : Insee – CLAP 2014

### Répartition de l'emploi salarié par zone d'emploi

(Insee – CLAP 2014)



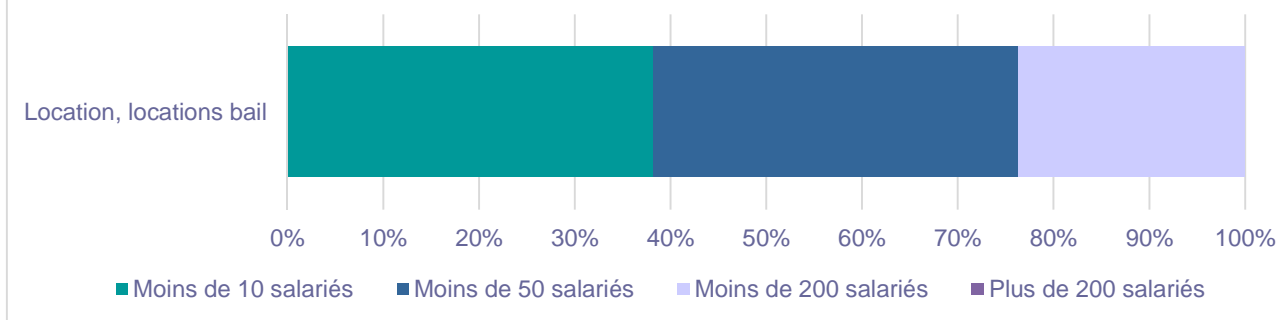
L'activité accueillant le plus de salariés est celle de location et location-bail de biens personnels et domestiques (NAF 7729Z), qui avec près de 2 500 salariés représente 36 % des emplois de la filière. La location et location-bail de machines et équipements pour la construction (NAF 7732Z) est la deuxième activité la plus présente avec 1 700 salariés en région, soit 25 % des salariés de la filière.

40 % des emplois sont localisés dans la zone de Bordeaux.

La zone d'emploi de Thouars-Loudun affiche un indice de spécificité de 4,4. La présence de deux établissements de 100 à 199 salariés, à savoir, Elis Poitou – Les lavandières à Loudun (86) (NAF 7729Z) et de ANETT UN à Sainte Radegonde (79) (NAF7729Z), contribue à cette surreprésentation du secteur dans la zone.

### Répartition des effectifs par taille d'établissement

(Source: Insee - CLAP 2014)



## Profil des professionnels

Les techniciens commerciaux et technico-commerciaux, représentants en services auprès d'entreprises ou de professionnels (hors banque, assurance, informatique) représentent 6 % des actifs du secteur (soit près de 500 personnes). Viennent ensuite les conducteurs routiers et grands routiers (salariés) (450 actifs occupés) et les employés administratifs divers d'entreprises qui regroupent 5 % des actifs du secteur. Ces trois professions ne sont pas spécifiques à ce secteur d'activités, on les retrouve en nombre dans les activités de commerce, de transports ou encore dans les activités immobilières.

Les professionnels sont en grande majorité des salariés, seuls 9 % sont non-salariés. 92 % des actifs exercent à temps complet, soit 9 points de plus que la moyenne de l'ensemble des secteurs.

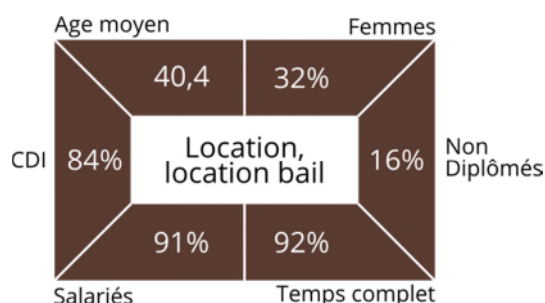
84 % des personnes en emploi sont en CDI. Ce sont dans les activités de location et location-bail de machines et équipements pour la construction (NAF 7732Z) que ce taux est le plus élevé (90 % d'emplois en CDI).

Près d'un tiers des professionnels sont des femmes, ce taux reste inférieur à la moyenne régionale. Elles sont toutefois plus présentes dans la location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques (NAF 7729Z) (38 %) mais restent peu représentées dans la location et location-bail de machines et équipements pour la construction (NAF 7732Z) (21 %).

Ce secteur est globalement plus jeune que la moyenne. 55 % des actifs ont entre 25 et 45 ans (contre 47 % tous secteurs confondus) et la part de seniors est inférieure à la moyenne de près de 7 points (23 %).

Les ouvriers représentent le tiers des professionnels. Ils sont davantage présents dans les activités de location et location-bail de machines et équipements pour la construction (NAF 7732Z) (45 %). On trouve également 29 % de professions intermédiaires dans ce secteur, ce taux est plus élevé dans la location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques (NAF 7729Z) (38 %).

Le niveau de formation détenu par ces professionnels est le niveau V (CAP-BEP) pour 31 % d'entre eux. 29 % ont un diplôme d'études supérieures et 24 % possèdent un diplôme de niveau Bac ou équivalent. Le niveau est plus élevé chez les professionnels des activités de location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers (NAF 7711A) où 35 % ont un diplôme de niveau III et plus (35 %).



## Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017



2 829 entreprises dont 33 de plus de 250 salariés. Parmi ces 33 entreprises, aucune n'a son siège social en région.

## Branche professionnelle, OPCA, observatoire, fédérations

- Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers / Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers / Location et location-bail de camions

### Principal organisme :

#### OPCA ANFA

L'ANFA est chargée de mettre en œuvre la politique nationale de formation de la branche, développer et harmoniser les dispositifs de formation professionnelle, initiale et continue, tant au niveau national qu'au niveau régional et de mettre en œuvre le développement de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC).

La branche des services de l'automobile représente l'ensemble des activités liées à la vie d'un véhicule, de sa sortie d'usine à sa déconstruction et son recyclage. Au-delà de l'automobile, elle concerne également les véhicules industriels (camion) et les 2 roues (cycle et motocycle). Composée des organisations patronales et salariales, la Commission paritaire nationale (CPN) négocie la Convention collective nationale des services de l'automobile (CCNSA), les accords paritaires nationaux et les actions prioritaires de la branche.

Existence d'une délégation régionale, basée à Bordeaux.

Rapport de branche 2014 disponible

- Location et location-bail de machines et équipements agricoles / Location et location-bail de machines et équipements pour la construction

### Principal organisme :

#### Observatoire des métiers et des qualifications SDLM

La branche professionnelle des « entreprises de commerce, de location et de réparation de tracteurs, machines et matériels agricoles, de matériels de travaux publics, de bâtiment et de manutention, de matériels de motoculture de plaisance, de jardins et d'espaces verts », dite SDLM a pour mission de concevoir des outils de mesure (indicateurs, enquêtes, etc.) permettant de suivre et d'anticiper les conséquences des évolutions technologiques, économiques et sociales des professions sur l'ensemble des métiers couverts par la branche.

Rapport de branche 2016 disponible

#### OPCA : AGEFOS-PME

- Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport
- Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique
- Location et location-bail de matériels de transport par eau
- Location et location-bail de matériels de transport aérien
- Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.
- Location-bail de propriété intellectuelle et de produits similaires, à l'exception des œuvres soumises à copyright

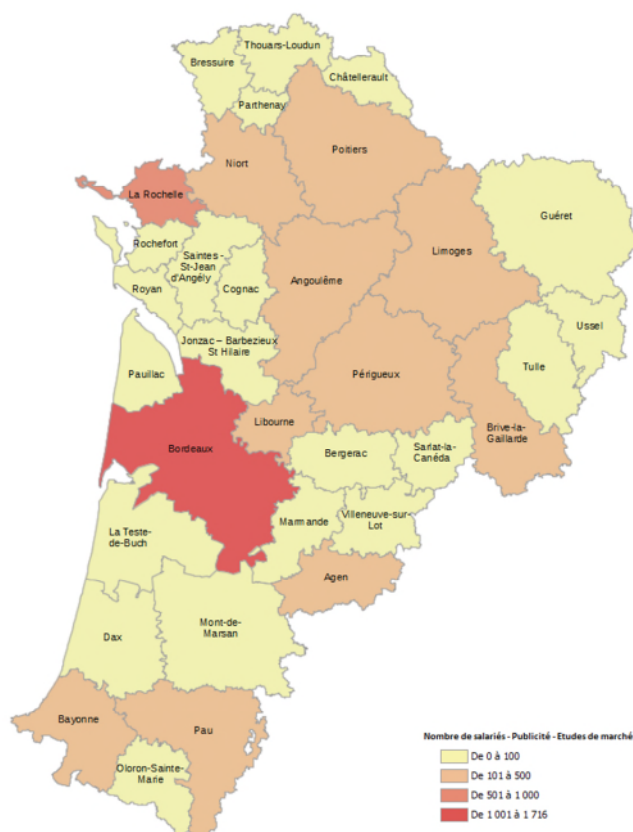
## Publicité – Etudes de marché

En 2014, les activités de la publicité et des études de marché rassemblent 4 818 salariés répartis dans 1 865 établissements en Nouvelle-Aquitaine. Ce domaine est essentiellement composé de petits établissements. 74 % d'entre eux ne comptent aucun salarié. Il s'agit d'un domaine composé de seulement deux NAF, la majorité des salariés (4 409) exercent dans celle des activités des agences de publicité (NAF 7311Z).

Code NAF	Libellé NAF	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
7311Z	Activités des agences de publicité	1 713	4 409
7320Z	Études de marché et sondages	152	409
<b>Publicité – Etudes de marché</b>		<b>1 865</b>	<b>4 818</b>

Source : Insee – CLAP 2014

### Répartition de l'emploi salarié par zone d'emploi (Insee – CLAP 2014)



Les emplois sont très nombreux sur la zone d'emploi de Bordeaux. En effet, 36 % des salariés de la publicité et des études de marchés y travaillent. La zone d'emploi de La Rochelle regroupe, quant à elle, 11 % des salariés de la filière et enregistre une spécificité de ces activités sur son territoire. C'est-à-dire que le poids de la publicité et des études de marché est plus élevé dans la zone de La Rochelle que sur l'ensemble de Nouvelle-Aquitaine.

Les études de marchés et sondages (NAF 7320Z) sont présentes essentiellement sur la zone d'emploi de Bordeaux. 86 % des salariés de cette NAF travaillent sur ce territoire.

## Profil des professionnels

15 % des professionnels de la publicité – études de marché sont des conducteurs livreurs, coursiers (saliariés) ce qui en fait la principale profession de ce domaine. Les concepteurs et assistants techniques des arts graphiques, de la mode et de la décoration (indépendants et salariés) et les autres indépendants divers prestataires de services, avec plus de 700 actifs, représentent chacun 11 % des personnes en emploi dans cette filière.

Il s'agit d'un domaine où les non-saliariés sont très présents (22 %). La part des personnes en CDI est assez faible (60 %) tandis que celle des CDD atteint 15 %. Cette répartition est différente dans les activités d'études de marché et sondages (NAF 7320Z) où 40 % des professionnels sont en CDD et 47 % en CDI.

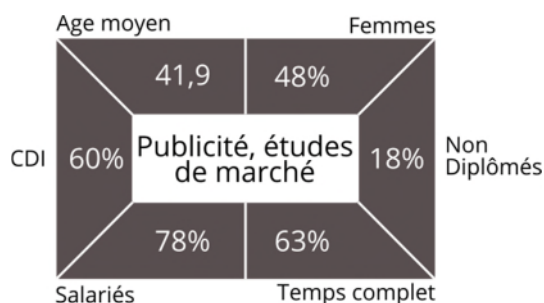
37 % des professionnels sont concernés par le temps partiel (17 % tous secteurs confondus). Le recours au temps partiel est très fréquent chez les conducteurs livreurs, coursiers (saliariés) où 87 % d'entre eux ont un poste à temps partiel.

La part des femmes dans ces activités suit la tendance de l'ensemble des secteurs (48 %).

46 % des professionnels ont moins de 40 ans (contre 42 % en moyenne). A noter, la part importante des plus de 55 ans (19 %).

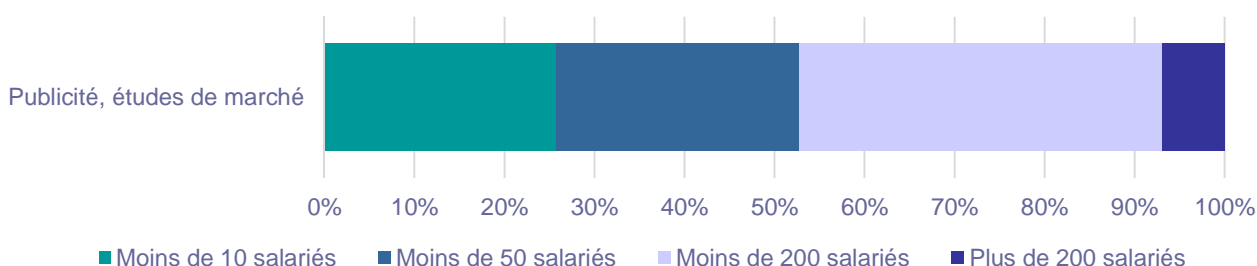
Les professions intermédiaires rassemblent le tiers des actifs en emploi. On compte également 15 % d'artisans, commerçants, chef d'entreprise. La présence des publicitaires dans cette catégorie explique cette part importante.

Le niveau de formation des professionnels de la publicité et des études de marché est élevé. 40 % d'entre eux ont un diplôme d'études supérieures.



### Répartition des effectifs par taille d'établissement

(Source: Insee - CLAP 2014)

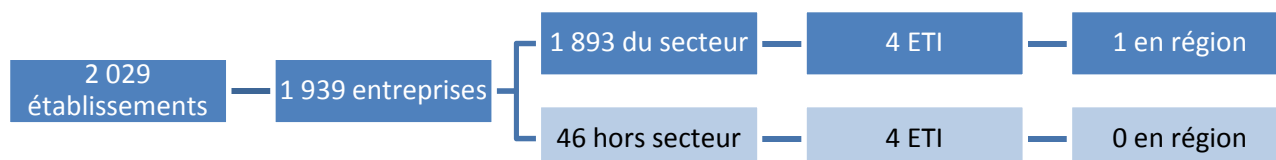




## Activités des agences de publicité

### Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017



1 894 entreprises dont 5 entreprises de plus de 250 salariés (dont 1 de plus de 5000 salariés). Parmi ces 4 ETI, 1 a son siège social en région : Prest'Anim Distribution en Charente-Maritime.

#### Remarque :

Ce secteur est étudié habituellement avec les régies publicitaires de média (code naf 7312Z)

#### Contexte :

- les 2 principaux secteurs des agences de publicités : agence conseil en communication (conseil, réalisation, création, promotion, marketing) et agence médias (achat médias, conseil, étude, planification, budget, coordination)
- les métiers : commercial et conseil ; stratégie, étude et analyse de marché ; marketing de l'offre, marketing opérationnel ; création ; production
- Un secteur en pleine recomposition : émergence de nouveaux acteurs (internationalisation des marchés) et surtout de l'essor du numérique. En plus des grands noms de l'internet positionnés sur le marché publicitaire, les médias traditionnels doivent en effet composer avec les agences spécialisées dans les activités numériques, de plus en plus en lien direct avec les annonceurs. Une partie importante des actions de communication sont par ailleurs opérées sans recours aux intermédiaires.

### Principal organisme

#### AACC

L'Association des Agences-Conseils en Communication (AACC), est un syndicat professionnel qui représente plus de 80 % de la profession. L'AACC regroupe 200 entreprises qui emploient aujourd'hui près de 10 000 salariés. L'AACC est aussi une fédération de métiers organisée en 9 délégations qui couvrent l'ensemble des disciplines de la profession : publicité, customer marketing, communication interactive, communication corporate, communication santé, production publicitaire, communication éditoriale, communication événementielle et Outre-Mer.

#### OPMQ : Observatoire des métiers de la publicité

Les études présentées par cet observatoire intègre les activités de régies publicitaires de média

<http://cartographie.metiers-publicite.fr/>

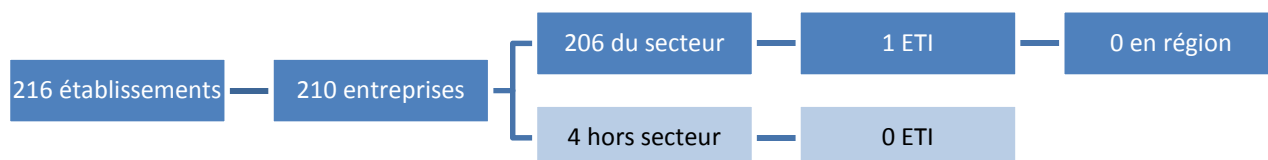
Publication prévue en 2017 d'une étude prospective

#### OPCA : AFDAS

## Études de marché et sondages

### Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017



206 entreprises dont 1 de plus de 250 salariés n'ayant pas son siège social en région.

#### Le secteur :

Les entreprises d'études de marché-sondages se situent entre l'industrie et les services :

- Le recueil de l'information se fait dans des sortes « d'usines ». Ce sont des plateaux d'enquêteurs équipés de matériels et de logiciels (exemple : logiciels de sélection de numéros de téléphones). Les centres d'appel sont parfois situés dans des pays à bas coûts.
- L'information se récupère en face à face, par téléphone ou sur Internet.
- La fabrication des données et des rapports est du domaine des études : les consultants analysent les données, décryptent les enjeux, les présentent au client et le conseillent.

### Principal organisme

*Syntec Etudes Marketing et Opinion* : syndicat représentatif des professionnels des études en France, SYNTEC Etudes est le syndicat représentatif des professionnels des études en France. Il a pour objet la représentation, la promotion et la défense des intérêts collectifs professionnels, moraux et économiques des personnes morales exerçant de façon prépondérante une activité d'études de marché et opinion auprès d'entités et entreprises, publiques ou privées.

Il regroupe plus de soixante entreprises, allant de très petites structures jusqu'aux plus grands opérateurs du marché, couvrant collectivement l'ensemble des prestations d'études marketing et de sondages d'opinion. En chiffre d'affaires et en effectifs, les sociétés adhérentes du syndicat totalisent plus de la moitié du marché français des études.

Fort de cette représentativité, SYNTEC Etudes est actif dans les instances paritaires de la Branche. Le syndicat est ainsi en mesure de définir des objectifs communs pour développer et promouvoir l'ensemble de la profession.

#### Remarque :

Aucune donnée économique trouvée sur le secteur  
OPCA introuvable

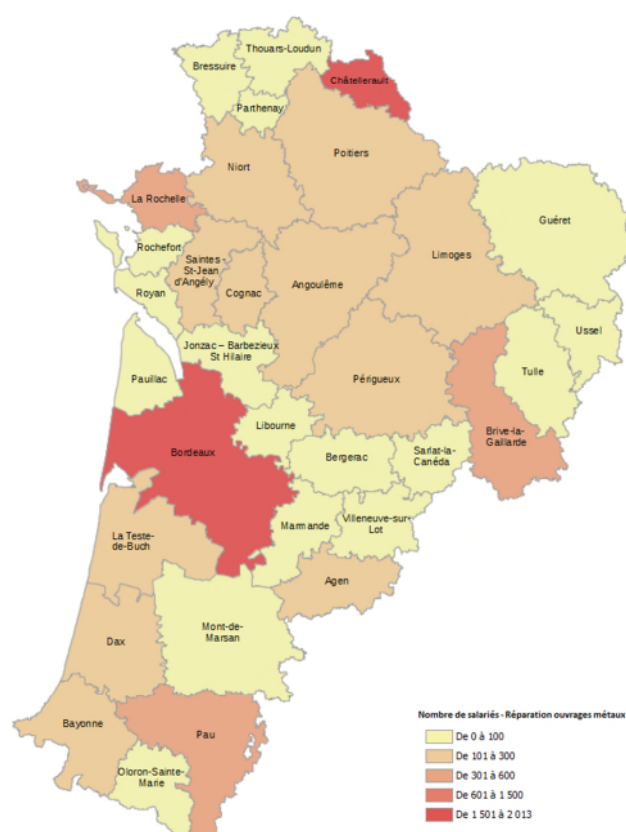
## Réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements

La région Nouvelle-Aquitaine compte 7 632 salariés dans la réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements en 2014. Les salariés sont répartis dans 2 072 établissements présents sur l'ensemble du territoire. Seuls 60 % des établissements ne comptent aucun salarié. Ce taux est très faible par rapport à celui de l'ensemble de l'économie régionale où 71 % des établissements sont sans salarié. En revanche, la part des 1 à 4 salariés atteint 26 % contre 15 % pour l'ensemble des secteurs.

Code NAF	Libellé NAF	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
3311Z	Réparation d'ouvrages en métaux	153	623
3312Z	Réparation de machines et équipements mécaniques	1 291	3 095
3313Z	Réparation de matériels électroniques et optiques	60	1 240
3314Z	Réparation d'équipements électriques	128	443
3315Z	Réparation et maintenance navale	327	363
3316Z	Réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux	50	1 700
3317Z	Réparation et maintenance d'autres équipements de transport	4	1
3319Z	Réparation d'autres équipements	59	167
<b>Réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements</b>		<b>2 072</b>	<b>7 632</b>

Source : Insee – CLAP 2014

### Répartition de l'emploi salarié par zone d'emploi (Insee – CLAP 2014)



La principale activité est la réparation de machines et équipements mécaniques (NAF 3312Z) avec près de 3 100 salariés. Viennent ensuite les activités de réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux (NAF 3316Z) qui comptent 1 700 salariés dans 50 établissements. Cette activité est fortement présente dans les zones d'emploi de Châtelleraut et de Bordeaux. Deux établissements de plus de 500 salariés sont situés dans chacun de ces territoires, il s'agit de SAFRAN AIRCRAFT ENGINES à Châtelleraut (86) et de SABENA TECHNICS BOD à Mérignac (33).

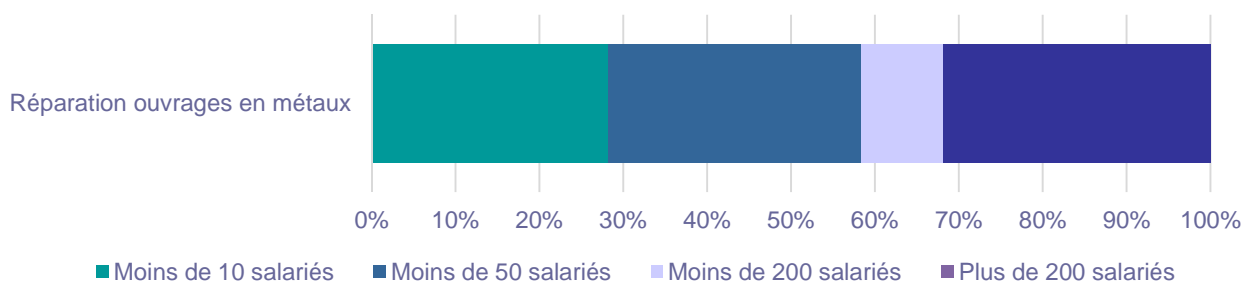
La troisième activité en termes de salariés est la réparation de matériels électroniques et optiques (NAF 3313Z), avec 1 240 salariés, elle est essentiellement localisée dans la zone de Châtelleraut (800 postes).

L'ensemble de ces activités ont un taux de spécificité très élevé dans la zone d'emploi de Châtelleraut (indice = 16,6), cela signifie que le poids de la réparation d'ouvrages en métaux est plus important à Châtelleraut que dans les

autres territoires de la région. Les activités de réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux (NAF 3316Z) et de réparation de matériels électroniques et optiques (NAF 3313Z) voient leur indice de spécificité atteindre 49 et 35 dans la zone d'emploi de Châtelleraut.

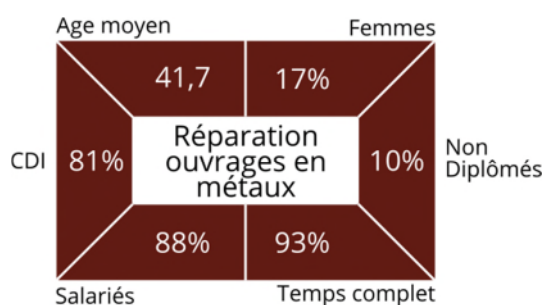
### Répartition des effectifs par taille d'établissement

(Source: Insee - CLAP 2014)



## Profil des professionnels

On trouve de nombreuses professions dans ce secteur d'activités. Les trois principales comptent chacune plus de 500 actifs en emploi. Il s'agit des mécaniciens qualifiés de maintenance, entretien : équipements industriels, qui avec près de 800 actifs, représentent 8 % de l'emploi de ce secteur. Les techniciens d'installation et de maintenance des équipements industriels rassemblent 7 % des professionnels du secteur et enfin les ouvriers non qualifiés de montage, contrôle en mécanique et travail des métaux comptent 550 personnes, soit 6 % des professionnels de la réparation d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements.



Légèrement inférieure à la moyenne, la part des non-salariés est de 12 % dans ces activités. Ce taux grimpe à 19 % dans la réparation de machines et équipements mécaniques (NAF 3312Z).

81 % des actifs sont en contrat à durée indéterminée, contre 72 % en moyenne dans l'ensemble des secteurs. Les professionnels de la réparation et maintenance d'aéronefs et d'engins spatiaux (NAF 3316Z) et ceux de la réparation de matériels électroniques et optiques (NAF 3313Z) affichent un taux d'emploi à durée indéterminée de 92 %.

93 % des emplois sont exercés à temps complet.

La part des femmes est faible dans ces activités, elles représentent 17 % des professionnels. Leur part est plus importante dans la réparation de matériels électroniques et optiques (NAF 3313Z) (36 %).

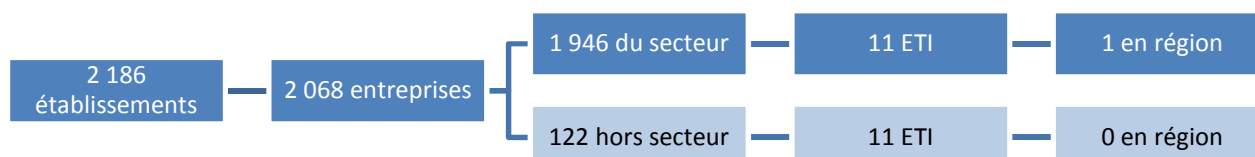
Près d'une personne en emploi sur trois a plus de 50 ans. Ce taux est supérieur à celui de l'ensemble des secteurs (29,5 %). On compte tout de même 10 % de jeunes de moins de 25 ans contre 8,5 % tous secteurs confondus.

Ces activités industrielles sont caractérisées par une présence très importante d'ouvriers (39 % contre 22 % tous secteurs). La part des cadres reste dans la moyenne régionale (12 %).

39 % des professionnels détiennent un diplôme de niveau CAP ou BEP, ce taux atteint 47 % dans la réparation de machines et équipements mécaniques (NAF 3312Z). On compte un actif sur quatre titulaire d'un diplôme d'études supérieures (50 % dans la réparation de matériels électroniques et optiques (NAF 3313Z)).

## Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017



2 186 établissements pour 1 946 entreprises relevant du secteur de la réparation d'ouvrages de métaux, de machines et d'équipements dont 11 entreprises de plus de 250 salariés. Parmi ces 11 entreprises, 1 a son siège social en région : Sabena Technics en Aquitaine.

### Contexte

Ce groupe comprend la réparation spécialisée d'ouvrages en métaux, de machines et d'équipements et d'autres articles produits dans l'industrie manufacturière en vue de leur remise en état de marche. Elle inclut également l'entretien général ou régulier de ces articles afin de garantir leur bon fonctionnement et de prévenir toute panne ou intervention inutile.

Les activités de maintenance étant une activité transverse à tous les secteurs de l'économie, elle concerne tous les secteurs manufacturiers et se rattache au marché plus large de la sous-traitance.

La maintenance en France c'est :

- 430 000 emplois
- 12 000 cadres
- 8 500 diplômés/an
- 21,5 milliards d'€ de dépenses dans l'industrie dont 7,8 sous-traités
- 17,6 milliards d'€ dans l'immobilier-tertiaire dont 13,2 sous-traités

## Principaux organismes

Association française des ingénieurs et responsables de maintenance

L'*AFIM* est une association qui fédère 1 600 adhérents appartenant à 1 100 entreprises et organismes autour des différentes activités de la maintenance industrielle, immobilière et tertiaire. Elle a pour vocation la promotion et l'évolution des métiers liés à la maintenance.

Elle diffuse des études qui ne sont disponibles que pour les adhérents.

Union des Industries et Métiers de la Métallurgie

L'*UIMM* est la confédération syndicale patronale de la métallurgie dont la vocation est de représenter et de promouvoir les intérêts des entreprises adhérentes de toutes tailles et couvrant de nombreux secteurs d'activités.

### OPCA : OPCAİM

OPCA de la branche de la métallurgie composée de filières industrielles diverses aux caractéristiques et problématiques emploi-formation variées : automobile, aéronautique, naval, spatial, ferroviaire, construction mécanique, métallurgie et transformation des métaux, industries des composants et des équipements électriques et électroniques, fabrication d'équipements ménagers...

## Autres services

Les autres services regroupent les activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises (NAF 82) ainsi que les activités de services d'aménagement paysager et la blanchisserie-teinturerie de gros.

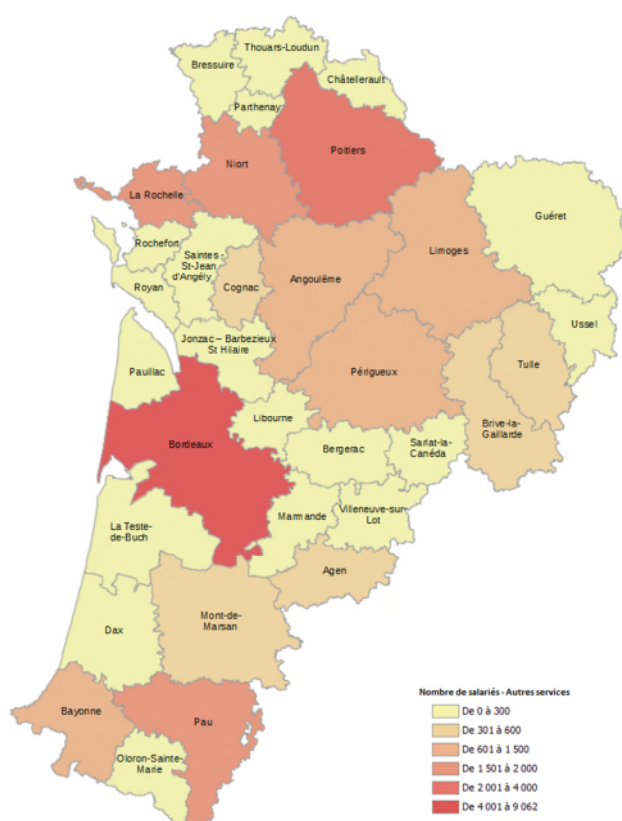
En 2014, environ 26 050 personnes sont salariées dans l'un des 11 343 établissements relevant de ces activités en Nouvelle-Aquitaine. 96 % de ces établissements comptent moins de 10 salariés, ce taux est similaire à celui de l'ensemble de l'économie régionale. Quelques grands établissements sont implantés dans la région, deux emploient plus de 1 000 salariés et un plus de 500.

Code NAF	Libellé NAF	Nombre d'établissements	Nombre de salariés
8130Z	Services d'aménagement paysager	4 393	4 586
8219Z	Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau	2 819	3 488
8220Z	Activités de centres d'appels	294	6 953
8230Z	Organisation de foires, salons professionnels et congrès	682	655
8291Z	Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle	61	362
8292Z	Activités de conditionnement	210	1 647
8299Z	Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	2 836	7 758
9601A	Blanchisserie-teinturerie de gros	48	600
<b>Autres services aux entreprises</b>		<b>11 343</b>	<b>26 049</b>

Source : Insee – CLAP 2014

### Répartition de l'emploi salarié par zone d'emploi

(Insee – CLAP 2014)



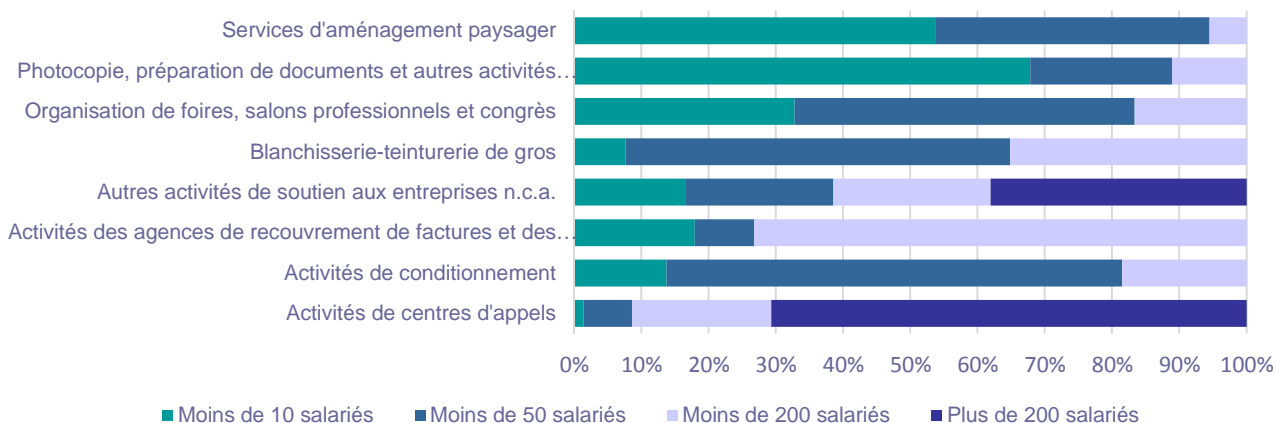
7 750 salariés sont employés dans les autres activités de soutien aux entreprises n.c.a (NAF 8299Z).

Les centres d'appels (NAF 8220Z), avec près de 7 000 salariés, sont très présents dans la zone d'emploi de Poitiers (plus de 2 550 salariés) et dans celle de Bordeaux (2 000 salariés). L'implantation de deux établissements de plus de 1 000 salariés sur ces deux territoires explique cette forte présence (LC France à Chasseneuil-du-Poitou et Gestion et services groupe Cofinoga à Mérignac (cet établissement a fusionné depuis 2015 avec BNP Paribas, ses effectifs ne sont donc plus comptabilisés dans cette NAF).

35 % des emplois de la filière sont situés dans la zone d'emploi de Bordeaux. Celle de Poitiers rassemble 13 % des emplois, principalement dans les activités des centres d'appels. Cette activité est d'ailleurs surreprésentée dans la zone (indice de spécificité égal à 6).

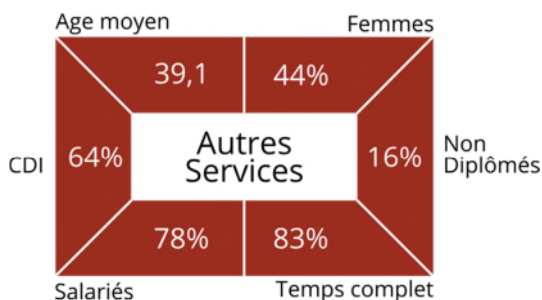
### Répartition des effectifs par taille d'établissement

(Source: Insee - CLAP 2014)



## Profil des professionnels

Trois professions sont fortement présentes dans les autres services et rassemblent le tiers des personnes en emploi. Il s'agit des jardiniers, on en compte 3 700 qui exercent dans ce secteur, représentant ainsi 12 % des actifs des autres services ; des vendeurs par correspondance, télévendeurs, ils sont 3 100 dans ces activités (11 %) et des entrepreneurs en parcs et jardins, paysagistes (10 %). Ces deux dernières professions sont présentes essentiellement dans le secteur des autres services. En revanche, les jardiniers sont nombreux à travailler dans l'administration publique (NAF 8411Z) ou dans les activités d'aide par le travail (NAF 8810C).



22 % des professionnels sont des non-salariés (contre 14 % tous secteurs). Cette part grimpe à 40 % dans les services d'aménagement paysager (NAF 8130Z).

Le poids important de non-salariés entraîne une part d'actifs en CDI en dessous de la moyenne (64 % contre 72 %). Toutefois, les activités de soutien aux entreprises et les centres d'appels emploient, respectivement 80 % et 78 % de personnes en CDI. Une personne sur cinq travaillant dans un centre d'appels est en CDD. Les professionnels sont 17 % à travailler à temps partiel. Une personne sur quatre exerce à temps partiel dans les activités de photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau (NAF 8219Z).

44 % des personnes en emploi sont des femmes. On observe des disparités selon les activités. Elles sont seulement 10 % à travailler dans les services d'aménagement paysager (NAF 8130Z). En revanche, elles sont beaucoup plus nombreuses dans les centres d'appels (NAF 8220Z) et dans les activités de photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau (NAF 8219Z) où leur part grimpe à 69 %.

Il s'agit d'emplois exercés majoritairement par des jeunes. Plus de la moitié (53 %) des actifs ont moins de 40 ans. On compte 22 % de seniors contre 29,5 % dans l'ensemble de l'économie. L'âge du personnel dans les centres d'appels se démarque, l'âge moyen est de 33 ans contre 42 pour l'ensemble de l'économie régionale. 42 % des actifs ont moins de 30 ans et à peine 7 % ont plus de 50 ans.

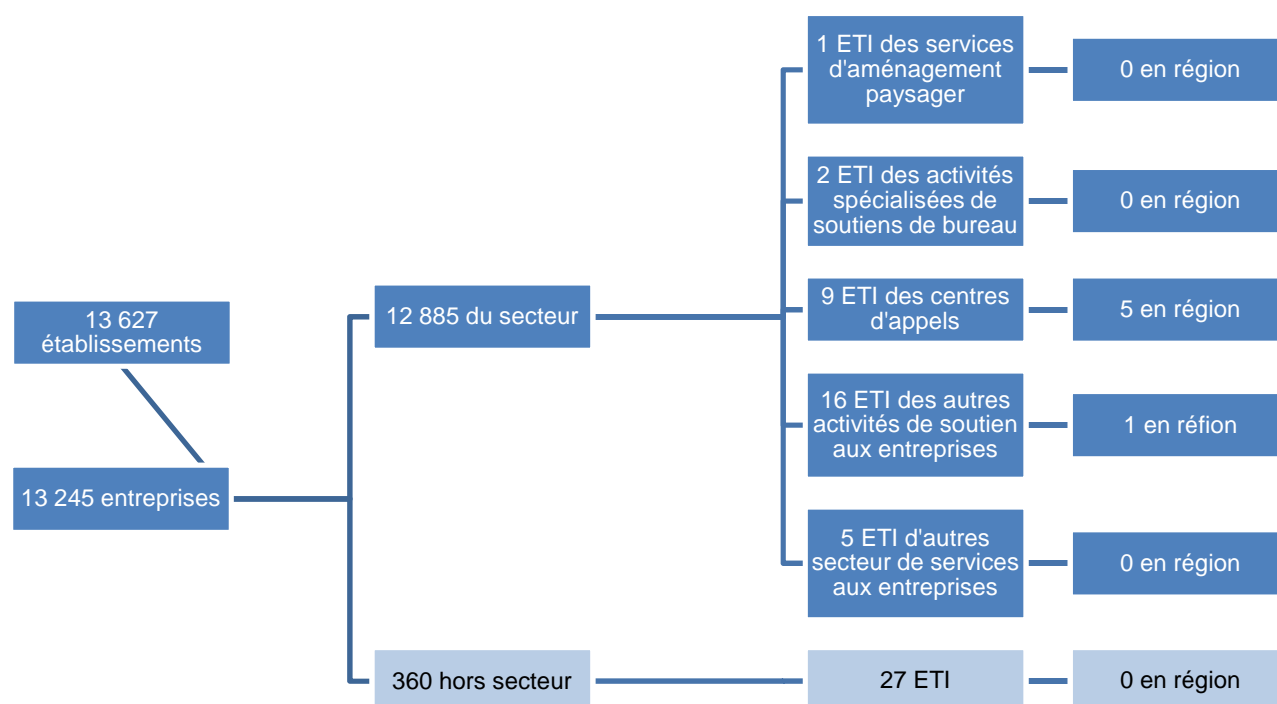
On recense près de 4 500 artisans dans ces activités, soit 15 % des professionnels. Ce taux est élevé notamment en raison des 3 000 entrepreneurs en parcs et jardins et paysagistes qui appartiennent à cette catégorie. On compte 27 % d'ouvriers (dans lesquels sont classés les 3 700 jardiniers).

Dans les activités administratives et les autres activités de soutien aux entreprises (NAF 82), les employés sont les plus représentés avec un taux de 41 % (contre 29 % dans l'ensemble de l'économie). Le niveau de diplôme y est plus élevé. 43 % des actifs détiennent un diplôme d'études supérieures et seulement 11 % n'ont aucun diplôme. Dans les services d'aménagement paysager (NAF 8130Z), 35 % déclarent avoir un niveau V (CAP ou BEP) et 24 % n'ont aucun diplôme (contre respectivement 29 % et 16 % dans l'ensemble de l'économie).

## Profil des entreprises

Source : SIRENE 2017

Les entreprises relevant du secteur autres services sont aux nombres de 12 885 pour 13 627 établissements en Nouvelle-Aquitaine. Les ETI sont aux nombres de 33 dont 6 ont leur siège social en région.



## Branche professionnelle, OPCA, observatoire, fédérations

- **Services d'aménagement paysager**

Les entreprises du paysage travaillent auprès des entreprises privées (28,5 %), sur les marchés publics (28,5 %) et pour les particuliers (42 % du chiffre d'affaires). Cette répartition n'a pratiquement pas varié depuis dix ans.



**Convergences n° 73 – Décembre 2017**

Les priorités de la branche sont de développer les innovations techniques, commerciales et environnementales : professionnaliser les pratiques en développant les parcours de formation et la formation des jeunes pour des emplois de qualité.

**Principaux organismes**

*Union nationale des Entreprises du Paysage (UNEP)* est la seule organisation professionnelle du paysage reconnue par les pouvoirs publics. L'Unep défend les intérêts des entreprises du secteur du paysage et des jardins, élabore les normes sociales de la profession et pilote la création des règles professionnelles du métier.

Activités des entreprises adhérentes : la création, l'aménagement et l'entretien des parcs et jardins, des terrains de sport, des milieux aquatiques ; les travaux de génie végétal et de génie écologique ; l'installation des systèmes d'arrosage intégrés, et d'éclairage ; le paysagisme d'intérieur ; la végétalisation des terrasses et des toitures ; l'élagage, le fauchage ; le reboisement forestier

<http://www.observatoirevillesvertes.fr>

L'Unep et Hortis (association rassemblant les responsables d'espaces nature en ville), se sont associées pour créer l'Observatoire des villes vertes.

La *Fédération Française du Paysage (FFP)* est la seule organisation représentative de la profession de paysagiste concepteur. Le paysagiste concepteur est le maître d'œuvre des projets et des études d'aménagement de l'espace extérieur, depuis le jardin jusqu'au territoire.

Activités : Promotion et développement du paysage dans le cadre de vie ; Représentation et défense des professionnels du paysage ; maillage régional, national, européen, international

OPCA : FAFSEA

Pas d'OPMQ pour cette branche

- **Activités de centres d'appels ou centre de relation client - CRC**

Les missions des prestataires sont variées, et couvrent tout le spectre de la relation client, de l'assistance technique au traitement des réclamations, de la prise de commande au service consommateur, de la prise de rendez-vous à la téléprospection, etc.

Le téléphone reste l'outil le plus sollicité par les ménages

Service client multicanal avec une forte digitalisation du secteur : SMS, mail, chat, services vocaux interactifs, couplage téléphonie-informatique, agents virtuels (avatars), réseaux sociaux

La décrédibilisation des CRC (et in fine de l'entreprise) avec les délocalisations dans des pays tiers entraîne une volonté de relocalisation des services

Le recrutement des agents est aujourd'hui beaucoup plus strict qu'auparavant nécessitant une qualité de service irréprochable et de compétences spécifiques dans la gestion des outils multi-canaux

## Principaux organismes

L'association française de la Relation client (AFRC) représente plus d'un millier de professionnels de la Relation Client de tous secteurs d'activité, et représente plus de 300 entreprises issues de tous les secteurs d'activité.

De nombreuses études mais réservées aux adhérents

Le SP2C est le syndicat professionnel des prestataires de centres d'appels. Ses 17 membres représentent les plus gros prestataires du secteur.

OPCA : FAFIEC

Articles/études :

Convergences n°38 de 2011

<http://www.journaldunet.com/management/expert/64871/le-nouveau-paradigme-pour-les-centres-de-relation-client.shtml>

<http://www.lenouveleconomiste.fr/lesdossiers/centre-dappel-le-paradoxe-digital-28504/>

<http://www.lenouveleconomiste.fr/lesdossiers/les-centres-de-relation-client-16122/>

- **Organisation de foires, salons professionnels et congrès**

Le secteur se divise en plusieurs catégories :

- des salons professionnels qui s'agrandissent et attirent toujours plus d'entreprises exposantes ;
- des salons grand public et mixtes touchés dans leur fréquentation ;
- des foires-expositions qui résistent ;
- des congrès toujours plus nombreux mais accueillant un peu moins de congressistes

Le Secrétaire d'État chargé de l'Industrie et celui chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger ont signé le jeudi 20 octobre 2016 un *contrat de filière pour les rencontres d'affaires et l'événementiel*.

Plan d'actions :

- Axe 1 : Stimuler et soutenir la montée en gamme de l'écosystème pour le hisser en position de leader sur la scène mondiale
- Axe 2 : Renforcer les synergies entre acteurs de la filière
- Axe 3 : S'appuyer sur les atouts matériels et immatériels de la filière pour développer sa croissance

## Principaux organismes

UNIMEV, Union Française des Métiers de l'Événement, est l'unique organisation professionnelle représentative de l'ensemble des acteurs de la rencontre professionnelle : organisateurs de foires, de salons, de congrès et d'événements, gestionnaires de sites d'accueil et prestataires de services. Elle compte plus de 400 adhérents, soit 85 % de l'activité du secteur en valeur, qu'elle représente auprès des pouvoirs publics, des organismes professionnels mais aussi de la presse et du grand public.

<http://observatoire-metiers.opiiec.fr/evenement>

L'Observatoire Dynamique des métiers du Numérique, de l'Ingénierie, des études & Conseil et de l'événement présente les principaux chiffres du secteur.

Le FAFIEC est l'OPCA des métiers du numérique, de l'ingénierie, du conseil, des études et des métiers de l'événement.

- **Blanchisserie-teinturerie de gros**

Existence d'une Convention collective interrégionale de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie

**OPCA** : OPCALIA / OPCA transport

<http://www.opcalia.com/qui-sommes-nous/opcalia/branches-adherentes-interprofession/entretien-textile/>

<http://www.opca-transports.com/proprete/presentation>

**observatoire** : Observatoire des métiers de la mode, des textiles et du cuir

[www.observatoiremodetextilescuir.com/](http://www.observatoiremodetextilescuir.com/)

(Blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie)

articles :

<http://www.avise-info.fr/services/bientot-des-pressings-sans-magasin>

- **Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.**

Cette sous-classe comprend : la production de comptes rendus textuels ou d'enregistrements sténographiques des délibérations des tribunaux et la transcription ultérieure du matériel enregistré ; les services de sous-titrage codé en temps réel (simultané) d'émissions de télévision en direct, réalisées lors de réunions ou de conférences et diffusées en circuit fermé ; les services de codage par code-barres pour les adresses ; les services d'impression de code-barres ; les services de collecte de fonds, pour le compte de tiers ; les services de saisie ; les services de collecte des pièces de parcmètres ; les activités des commissaires-priseurs indépendants ; l'administration des programmes de fidélisation ; les autres activités de soutien généralement fournies aux entreprises non classées ailleurs

- **Activités de conditionnement**

Comprend : les activités de conditionnement, pour le compte de tiers, faisant appel ou non à des procédés automatiques : mise en bouteilles de liquides divers, même alimentaires ; emballage d'articles divers (mise sous blister, sous pellicules rétractables, etc.) ; conditionnement de sécurité de préparations pharmaceutiques ; étiquetage, estampillage et impression ; emballage de colis et de paquets-cadeaux

OPCA Défi

- **Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau**

Cette sous-classe comprend diverses activités de photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau. Les activités de photocopie/impression de documents classées ici concernent uniquement des activités d'impression en petit tirage.

OPCA : AGEFOS-PME / OPCALIA